



S.M le Roi adresse un discours au Parlement à l'occasion de l'ouverture de la 1^{ère} session de la 1^{ère} année législative de la 11^{ème} législature

Ce qui importe, ce n'est pas que telle formation ou telle autre remporte les élections : Nous accordons en effet un intérêt équivalent à tous les partis

Lire le texte intégral du Discours Royal en pages 2 et 3

www.libe.ma

Page 4

Libération

Directeur de Publication et de la Rédaction : **Mohamed Benarbia**

Prix: 4 DH

N°: 9438

Lundi 11 Octobre 2021

Les orientations Royales rappellent aux acteurs politiques, civils et économiques les priorités auxquelles doit faire face notre pays

Nous considérons que le gouvernement ne possède pas un chèque à blanc lui permettant de faire passer tout ce qu'il désire sous la couverture du nouveau modèle économique

Lire le communiqué du Bureau Politique en page 4



Les Groupes socialistes s'abstiennent de voter lors de l'élection des présidents des deux Chambres

S'opposer à toute tentative de dénier l'institution parlementaire de ses missions de contrôle et de reddition des comptes

Lire page 5



S.M le Roi adresse un discours au Parlement à l'occasion de l'ouverture de la 1^{ère} session de la 1^{ère} année législative de la 11^{ème} législature

Ce qui importe, ce n'est pas que telle formation ou telle autre remporte les élections : Nous accordons en effet un intérêt équivalent à tous les partis

Malgré la crise et ses retombées, la confiance placée dans notre pays et dans le dynamisme de son économie se confirme et se consolide

Sa Majesté le Roi Mohammed VI, accompagné de S.A.R le Prince Héritier Moulay El Hassan et de S.A.R le Prince Moulay Rachid, a adressé, vendredi, un discours au Parlement à l'occasion de l'ouverture de la 1^{ère} session de la 1^{ère} année législative de la 11^{ème} législature. Voici le texte intégral du Discours Royal, diffusé à l'intérieur de l'enceinte du Parlement :

"Louange à Dieu, Prière et salut sur le Prophète, Sa famille et Ses compagnons,

Mesdames et Messieurs les honorables parlementaires,

Il Nous plaît de présider l'ouverture de la première session parlementaire de la nouvelle législature.

Ce rendez-vous annuel est pour Nous l'occasion d'adresser nos félicitations à vous, membres du Parlement et, à travers vous, à l'ensemble des élus, pour la confiance qui vous a été témoignée.

Nous prions le Très-Haut de vous accorder à tous, ainsi qu'au nouveau gouvernement, plein succès dans l'exercice de vos fonctions.

A cet égard, Nous tenons à saluer la bonne organisation des dernières élections: elles se sont déroulées dans un climat positif et ont été marquées par une large participation, notam-

ment dans nos provinces du Sud.

Ce scrutin consacre la victoire du choix démocratique fait par le Maroc, ainsi que la normalité des alternances dans la gestion des affaires publiques. En fait, pour Nous, ce qui importe,



La crise pandémique a révélé le retour en force du thème de la Souveraineté. Qu'elle soit sanitaire, énergétique, industrielle, alimentaire ou autre, sa préservation est devenue l'enjeu d'une véritable compétition qui suscite des réactions fébriles chez certains

ce n'est pas que telle formation ou telle autre remporte les élections : Nous accordons en effet un intérêt équivalent à tous les partis.

Cette législature s'amorce à un moment où le Maroc entre dans une phase nouvelle qui requiert la mutualisation des efforts autour des priorités stratégiques. Ainsi, notre pays sera plus apte encore à poursuivre son processus de développement et à relever les défis extérieurs.

A cet égard, trois volets principaux retiennent essentiellement Notre attention.

Nous soulignerons d'abord la nécessaire consolidation de la place occupée par le Maroc et la défense impérieuse de ses intérêts supérieurs, particulièrement dans la conjoncture présente qui charrie dans son sillage défis, risques et menaces.

De fait, la crise pandémique a révélé le retour en force du thème de la Souveraineté. Qu'elle soit sanitaire, énergétique, industrielle, alimentaire ou autre, sa préservation est devenue l'enjeu d'une véritable compétition qui suscite des réactions fébriles chez certains.

Si de nombreux pays ont connu d'importants dysfonctionnements dans la fourniture et la distribution des produits de première nécessité, le

Maroc a réussi, lui, à gérer ses besoins en la matière et à assurer un approvisionnement normal et suffisant de ses marchés.

Aussi, afin de consolider la sécurité stratégique du pays, Nous appelons à la création d'un dispositif national intégré ayant pour objet la réserve stratégique de produits de première nécessité, notamment alimentaires, sanitaires et énergétiques et à la mise à jour continue des besoins nationaux en la matière.

Mesdames, Messieurs,

Le deuxième volet porte sur la gestion de la crise pandémique et la poursuite de la relance économique.

Par la grâce de Dieu, en termes de protection de la santé des citoyens et de soutien aux secteurs et aux catégories touchés, nous disposons d'acquis solidement engrangés.

De fait, en assurant la gratuité du vaccin, en dépit du coût qui se chiffre en milliards, l'Etat s'est acquitté de son devoir, veillant à ce que les besoins fondamentaux des citoyens soient satisfaits et que la période de crise soit la moins pénible possible pour eux.

Cependant, l'Etat ne peut se substituer aux citoyens à qui il incombe de se protéger et de prémunir leurs familles. Il leur appartient ainsi





de se faire vacciner, d'utiliser les moyens de prévention disponibles et de respecter les mesures édictées par les pouvoirs publics.

D'autre part, en dépit des effets inédits générés par la crise et le repli de l'économie mondiale, l'économie nationale connaît une embellie significative.

En effet, grâce aux mesures adoptées sous Notre impulsion, il est attendu qu'en 2021, le Maroc, si Dieu le veut, réalise un taux de croissance supérieur à 5,5%, ce qui constitue une performance inégalée depuis des années et compte parmi les plus élevées à l'échelle régionale et continentale.

Cette année, il est également prévu que le secteur primaire enregistre un taux remarquable de plus de 17%, grâce aux efforts de modernisation de la filière et aux bons résultats de la campagne agricole.

De plus, certains secteurs comme l'industrie automobile, le textile, les filières électronique et électrique ont connu une hausse notable de leurs exportations.

Par ailleurs, malgré la crise et ses retombées, la confiance placée dans notre pays et dans le dynamisme de son économie se confirme et se consolide, comme l'attestent la hausse, jusqu'au mois d'août dernier, des investissements directs étrangers estimée à 16%, et l'augmentation des transferts des MRE qui a atteint environ 46% à la même période.

Ces évolutions favorables ont

permis au Maroc de disposer de réserves de change confortables représentant 7 mois d'importations.

Malgré les difficultés et les fluctuations qui agitent les marchés mondiaux, le taux d'inflation a été maîtrisé à hauteur de 1%, un pourcentage situé en-deçà des taux élevés observés dans certaines économies de la région.

Tous ces indicateurs, Dieu soit loué, portent à l'optimisme et à l'espoir, renforçant la confiance des citoyens et des ménages et stimulant l'esprit d'initiative chez les opérateurs économiques et les investisseurs.

De son côté, l'Etat poursuivra cet effort national, notamment à travers l'investissement public, l'appui apporté aux entreprises et l'adoption de mesures incitatives en leur faveur.

Dans ce contexte positif, nous devons demeurer réalistes et poursuivre notre action avec responsabilité et patriotisme, loin de tout pessimisme et à l'écart d'une certaine rhétorique négativiste.

Enfin, quant au troisième volet, il a trait à l'opérationnalisation du modèle de développement et au lancement d'une nouvelle génération de projets et de réformes intégrés.

C'est pourquoi Nous aspirons à ce que cette législature soit le point de départ de cette dynamique volontariste ambitieuse incarnant l'intelligence collective des Marocains.

A cet égard, il convient de rappeler que le modèle de développement n'est pas un plan de mesures figé au sens conventionnel du terme.

Il constitue plutôt un cadre général propice à l'action et apte à instaurer de nouvelles règles, à ouvrir de larges perspectives devant chacun et tous.

En outre, "le Pacte national pour le développement" représente un levier essentiel pour la mise en œuvre de ce modèle, en ce qu'il symbolise un engagement national souscrit envers Notre Majesté et à l'égard des Marocains.

Mesdames et Messieurs,



Le modèle de développement offre de vastes champs d'action tant pour le gouvernement que pour le Parlement, avec toutes ses composantes

Le modèle de développement offre de vastes champs d'action tant pour le gouvernement que pour le Parlement, avec toutes ses composantes.

Aussi, dans la perspective de la mise en œuvre du modèle de développement, le nouveau gouvernement doit définir les priorités et les projets à mettre en chantier au cours de son mandat et mobiliser les ressources nécessaires pour assurer leur financement.

Il lui incombe également de parachèvement les grands projets déjà lancés, au premier rang desquels le chantier de généralisation de la protection sociale auquel Nous accordons une sollicitude toute particulière.

Dans ce cadre, le défi majeur consiste à opérer une véritable mise à niveau du système de santé, conformément aux meilleurs standards et en synergie totale entre secteurs public et privé.

Cette même logique doit guider la mise en œuvre de la réforme des entreprises et établissements publics et présider à la réforme fiscale, qu'il convient de conforter, avec la plus grande célérité, par une nouvelle charte compétitive de l'investissement.

Parallèlement, il faut veiller à introduire plus de cohérence, de complémentarité et d'harmonie entre les politiques publiques et à en suivre la mise en œuvre.

A cet effet, Nous appelons à une refonte substantielle du Haut-Commissariat au plan dans

la perspective d'en faire un mécanisme d'aide à la coordination stratégique des politiques de développement et d'accompagnement de la mise en œuvre du modèle de développement.

Pour cela, l'action de cette institution doit être adossée à des normes rigoureuses et à des outils modernes de suivi et d'évaluation.

Mesdames et Messieurs les honorables parlementaires,

Le début de la présente législature intervient dans une conjoncture qui s'annonce prometteuse pour l'essor de notre pays.

Votre responsabilité, au gouvernement comme au Parlement, en tant que majorité et au sein de l'opposition, est d'œuvrer de concert avec toutes les institutions et les forces vives de la Nation pour le succès de cette étape.

A cette fin, vous devez faire preuve d'esprit d'initiative et d'engagement responsable.

Soyez donc, que Dieu vous garde, à la hauteur de la lourde responsabilité nationale qui est la vôtre, car la charge de représenter les citoyens et de gérer les affaires publiques, aux niveaux local, régional et national, nous incombe à tous.

"Et quiconque aura fait de bonnes œuvres tout en étant croyant, ne craindra ni injustice ni oppression". Véridique est la parole de Dieu.

Wassalamou alaykoum warahmatou Allah wabarakatouh".

L'USFP estime que les orientations Royales rappellent aux acteurs politiques, civils et économiques les priorités auxquelles doit faire face notre pays

Nous considérons que le gouvernement ne possède pas un chèque à blanc lui permettant de faire passer tout ce qu'il désire sous la couverture du nouveau modèle économique

Le Bureau politique de l'Union socialiste des forces populaires a tenu sa réunion immédiate après le discours Royal à l'occasion de l'ouverture de la 11^{ème} législature, vendredi 8 octobre 2021.

Le Bureau politique a délibéré autour du contenu du discours Royal en pointant son importance du fait qu'il est le premier discours de Sa Majesté à l'issue des dernières élections et de la formation du nouveau gouvernement dans un contexte que nous estimons au sein de l'Union socialiste des forces populaires autant revêtir une grande importance au vu de la réussite du pays en remportant le défi d'organiser les élections dans une conjoncture loin d'être aisée et autant les résultats des élections ont traduit l'intelligence collective des Marocains qui ont manifesté leur aspiration au renouvellement des institutions élues dans toute l'élevation possible au milieu de conditions internationales marquées par la persistance des répercussions de la pandémie du Coronavirus et par les frictions géostratégiques, autant ce qui a suivi le 8 septembre 2021, a été hélas une déviation de l'esprit de la volonté populaire extraordinaire, en l'occurrence quelques aspects négatifs lors de la constitution des conseils ayant entaché le désir des Marocains d'ériger les possibilités d'une pratique politique avancée rompant avec la quête de la domination sur les institutions élues et le contournement du pluralisme par tous les moyens dans le but de servir des desseins particuliers.

Par conséquent, nous estimons que le discours d'ouverture de la session d'automne a réitéré le rappel des acteurs politiques, civils et économiques aux priorités auxquelles doit faire face notre pays.

A ce propos, le Bureau politique a été interpellé par les importants signaux inclus dans le discours de Sa Majesté qui dénotent de l'attachement du Royaume à aller de l'avant dans le processus démocratique vers l'horizon voulu en tant que choix stratégique qui se réfère à l'alternance naturelle quant à la gestion des affaires publiques, l'essentiel n'étant pas la victoire de tel ou tel parti puisque « tous les partis sont égaux pour nous ».

Le Bureau politique a mis en exergue le rappel de Sa Majesté le Roi du fait que le Souverain établit une même distance entre lui et les partis politiques sur un pied d'égalité et sa confirmation de l'importance des rôles joués par l'opposition dans la contribution à la réussite de cette étape.

Par ailleurs, le Bureau politique s'est focalisé sur les trois portées fixées par Sa Majesté quant aux priorités de l'étape, qui consistent en la sauvegarde



de la souveraineté nationale, la protection de l'autonomie nationale de décision et la confrontation avec les répercussions de la pandémie de Covid 19 dans une interaction avec la promotion de l'économie nationale et en troisième lieu la concrétisation optimale des dispositions du nouveau modèle de développement.

Ces priorités exigent de tout le monde de se référer, à nouveau, au concept « le patriotisme marocain uni-

fié » en tant qu'assiette globalisante pouvant mener l'ensemble des acteurs à partir de leurs différentes positions au patriotisme qui signifie la solidarité, la confiance et le dévouement au service de l'intérêt général, en d'autres termes, la consécration de la devise : le Maroc d'abord.

Le Bureau politique a, ainsi, débatu des résultats des dernières élections et des missions qui nous incombent en tant qu'opposition après la formation du gouvernement et a exprimé sa satisfaction des résultats positifs réalisés par notre parti comparativement aux précédentes élections, ce qui met en valeur l'action éprouvante menée par l'institution du Bureau politique avec à sa tête le Premier secrétaire du parti de même que les autres instances partisanes et l'ensemble des militantes et militants du parti.

Tels sont les résultats qu'il faut œuvrer à consolider à travers notre militantisme continu aux côtés des honorabilités de la nation en vue de véhiculer la nouvelle étape avec rigueur et vigilance.

A ce propos, il est à noter que la recherche de domination sur les institutions élues de la part de la nouvelle alliance tripartite, qui a marqué les élections des conseils territoriaux et celle de la Chambre des conseillers, exige de nous de défendre le pluralisme en tant qu'acquis politique de l'Etat et de la société marocains, acquis qui a toujours été préservé, même lors des années de plomb.

Et si le nouveau gouvernement s'acquitte des entames de la mise en œuvre du nouveau modèle économique, nous ne permettrons pas l'émission de décisions contraires à l'esprit de ce modèle car nous considérons que le gouvernement ne pos-

se qu'elle sera attachée à sa concrétisation la plus correcte aussi bien à travers la valorisation de toute démarche positive qu'en proposant tout ce que le parti considère comme opportun mais aussi en luttant sans relâche contre toutes les déviations, car nous estimons que l'étape des premiers départs est capitale quant à la stratégie de la mise en œuvre la plus optimale.

Ainsi, notre lutte contre l'incursion, la domination et les tentatives de minimiser et d'affaiblir les rôles de l'opposition, c'est la défense de la Constitution, du pluralisme et du nouveau modèle économique, sachant que la réussite de ce dernier est étroitement tributaire de l'action participative, solidaire et pluraliste.

Et il est impossible, en tous les cas, de tolérer tout recul de la démocratie ou des droits ou toute action visant à imposer des consensus contraignants en dehors des constances et des rôles des institutions élues dont les deux Chambres du Parlement en tête, fixés par la Constitution.

A ce propos, l'USFP affirme qu'il poursuivra la défense des institutions constitutionnelles et de leur rôle. C'est pourquoi nous nous attaquerons à toute tentative de dénuer l'institution du Parlement de ses missions de contrôle et de reddition des comptes ou de l'affaiblir sous couvert d'une majorité numérique visant l'incursion.

L'Union socialiste des forces populaires, dans le cadre de sa responsabilité en tant que parti patriotique, considère que le caractère délicat de l'étape lui exige d'ériger les bases d'une opposition patriote, forte, réaliste, suggestive et participative afin d'accompagner l'étape de transition vers un nouveau modèle de développement avec des départs sur de bonnes bases.

Sur le plan organisationnel, le Bureau politique a débattu de la feuille de route organisationnelle pour la préparation du 11^{ème} Congrès du parti et des congrès sectoriels de même que l'appel à la tenue de la session du Conseil national du parti en vue de fixer la date de l'organisation du congrès et de constituer la commission préparatoire.

Le Bureau politique a, par ailleurs, mis en exergue l'initiative internationale de la Chabiba Itihadie relative à la création du réseau « Mena Latina » avec la présence des directions de l'Internationale socialiste, de la Jeunesse socialiste européenne et l'officialisation de son siège permanent au Maroc, ce qui constitue une grande progression sur la scène de l'action diplomatique de la jeunesse, particulièrement en ce qui concerne notre cause nationale et les acquis réalisés ces dernières années consacrant une place considérable dans les concerts de jeunesse.

“
La recherche de domination sur les institutions élues de la part de la nouvelle alliance tripartite exige de nous de défendre le pluralisme en tant qu'acquis politique de l'Etat et de la société marocains, acquis qui a toujours été préservé, même lors des années de plomb

“
Nous nous attaquerons à toute tentative de dénuer l'institution du Parlement de ses missions de contrôle et de reddition des comptes ou de l'affaiblir sous couvert d'une majorité numérique visant l'incursion

Le Premier secrétaire se réunit avec les deux Groupes socialistes



Le Premier secrétaire de l'USFP, Driss Lachguar, s'est réuni, samedi au siège du parti, avec les deux Groupes socialistes des deux Chambres du Parlement, à l'occasion de la rentrée parlementaire et politique. L'objectif de cette rencontre qui s'inscrit dans le cadre d'une journée d'étude et qui a notamment été marquée par la présence du président du Conseil national du parti, Habib El Malki, et du dirigeant itihadi, Abdelouahed Radi, étant de préparer ladite rentrée et de piloter les perspectives de travail des deux Groupes socialistes, par rapport à la formation des bureaux de la Chambre des représentants et celle des conseillers, en plus des commissions relevant desdites Chambres.

Le Premier secrétaire a, à cette occa-

sion, prononcé un discours d'orientation, où il a tenu à souligner «l'exploit réalisé par le parti, lors des élections du 8 septembre, avec 35 députés à la Chambre des représentants et 9 conseillers dans la deuxième Chambre». «Une réussite exceptionnelle que le parti n'a pas pu réaliser, même au temps du gouvernement d'alternance», a-t-il affirmé.

Quant à Abdelouahed Radi, il a fait part d'une note d'information concernant le déroulement de la séance plénière consacrée à l'élection du président du Parlement, alors que Habib El Malki s'est, pour sa part, exprimé sur l'expérience et le bilan du précédent mandat législatif.

Le Premier secrétaire de l'USFP a également considéré que cet exploit a été accompli grâce aux efforts consentis par la

direction du Parti aux niveaux central et régional, par l'équipe de travail au siège central, ainsi que par les députés, les conseillers et leurs équipes de travail.

Le dirigeant itihadi a profité de l'occasion pour présenter ses félicitations à tous les élus socialistes qui ont gagné à l'arraché dans leurs circonscriptions électorales, soulignant en même temps que, «contrairement à d'autres partis, certains élus itihadis ont remporté leurs sièges dans leurs circonscriptions dans lesquelles ils se présentent toujours, ce qui prouve l'enracinement de l'USFP dans ces régions comme Khouribga, Fkih Ben Saleh, Séfrou, Essaouira et Sidi Slimane». «Cela constitue une véritable leçon dans le respect de la démocratie et des électeurs», a-t-il assuré, avant d'appeler les deux Groupes socialistes à s'acquitter de leur noble tâche qui est principalement la défense de l'institution parlementaire afin qu'elle puisse accomplir l'ensemble de ses missions de législation et de contrôle en vue de consolider et de renforcer une démocratie réelle, ainsi qu'un Etat de droit et des institutions.

Driss Lachguar a, par ailleurs, tenu à s'exprimer sur le contenu du discours Royal, prononcé vendredi à l'occasion de l'ouverture de la session parlementaire, qui est, selon lui, en harmonie avec les aspirations de l'USFP, que ce soit au niveau économique ou social. «Et ce au vu des circonstances de la pandémie et de la perspective du développement du pays à travers l'opérationnalisation du nouveau modèle de développement comme étant une référence essentielle aussi bien pour la majorité que pour l'opposition, responsables quant à son application», a-t-il précisé.

Les Groupes socialistes s'abstiennent de voter lors de l'élection des présidents des deux Chambres

S'opposer à toute tentative de dénuer l'institution parlementaire de ses missions de contrôle et de reddition des comptes

Les deux Groupes socialistes des deux Chambres du Parlement se sont abstenus, samedi, de voter lors de l'élection des présidents desdites Chambres.

Cette position s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre effective de la décision du parti de la Rose de se ranger dans l'opposition. Elle traduit également la volonté de l'USFP de faire face aux trois partis qui ont mis à profit la supériorité numérique pour exercer une certaine domination et élaborer une cartographie des Conseils à leur guise.

Le Premier secrétaire de l'USFP avait déjà tiré la sonnette d'alarme à propos de ce sujet, tout comme il a été clairement mis en avant dans le dernier communiqué du Bureau politique. «La recherche de domination sur les institutions élues de la part de la nouvelle alliance tripartite, qui a marqué les élections des conseils territoriaux et de la Chambre des conseillers exige de nous de défendre le pluralisme en tant qu'acquis politique de l'Etat et de la société marocain», lit-on dans ledit communiqué.

La position des deux Groupes socialistes traduit formellement ce qui a été souligné dans le communiqué du Bureau politique, et est perçue comme une stricte application des décisions des organes du parti. Il s'agit également d'un message clair adressé à cette alliance tripartite, pour lui faire savoir que l'USFP se dressera toujours contre tout comportement inapproprié ou toute tentative de domination.

Le Parti a, dans ce sens, affirmé qu'il poursuivrait sa défense des institutions constitutionnelles et de leurs rôles. Il a, par conséquent, décidé de s'opposer à toute tentative de décharger l'institution parlementaire de ses tâches en matière de législation, de contrôle et de reddition des comptes, ou encore à toute action visant à l'affaiblir, sous prétexte de la «majorité numérique».

Le Bureau politique a également souligné que dans le cadre de sa responsabilité en tant que parti national, il «considère que le caractère délicat de l'étape exige de lui d'ériger les bases d'une opposition patriote, forte, réaliste, suggestible et participative afin d'accompagner l'étape de transition vers un nouveau modèle de développement sur de bonnes bases».

H.T

M.O

Boughaleb El Attar lauréat du Prix Emilio Castelar en Espagne

Une belle reconnaissance des efforts accomplis par un militant des libertés et du progrès des peuples

L'ambassadeur du Maroc à Cuba, Boughaleb El Attar, s'est vu décerner, vendredi à Séville, le Prix Emilio Castelar, en reconnaissance de sa contribution à l'entente entre le Maroc et l'Espagne.

Le Prix Emilio Castelar est attribué par l'Association progressiste espagnole, dont le jury a souligné l'apport de Boughaleb El Attar à cette entente en sa qualité «d'intellectuel, de grand hispaniste et de diplomate».

Le diplomate marocain est l'un des lauréats internationaux de ce Prix qui récompense les personnalités qui se sont distinguées par leurs actions en faveur des libertés et du progrès des peuples.

Parmi les précieuses contributions de Boughaleb El Attar à l'entente entre le Maroc et l'Espagne, figure sa participation à la création du Club des amis du Maroc au moment où il occupait le poste de conseiller politique à l'ambassade du Maroc à Madrid.

Étant retenu par ses fonctions à La Havane, et de ce fait dans un discours prononcé en son nom lors de la remise du Prix, Boughaleb El

Attar a rappelé «l'histoire féconde» que partagent le Maroc et l'Espagne, deux pays qui ont «l'obligation d'avancer, main dans la main, pour dépasser les écueils et consolider les liens bilatéraux» au bénéfice des deux peuples.

«Entre Marocains et Espagnols (...), il y a davantage de points qui nous rapprochent, que de différends qui nous séparent, c'est pourquoi nous sommes appelés à jouer le rôle de passerelle» entre deux continents séparés par le Détroit de Gibraltar, a souligné Boughaleb El Attar.

«En tant que socialiste (USFP), El Attar a été membre élu local à Casablanca et également député (de l'USFP) au Parlement marocain, dont la majorité a soutenu le gouvernement progressiste présidé par Abderrahmane El Youssoufi (1998-2002), décédé récemment, avec qui il collaborait étroitement au Parlement, étant de fait son «bras droit», a écrit le journaliste et historien, Rafael Guerrero Moreno, dans un article publié récemment dans le journal El Correo de Andalucía.

Et ce journaliste de préciser : «Boughaleb El Attar est actuellement



un diplomate prestigieux qui représente le Royaume du Maroc en tant qu'ambassadeur à Cuba depuis juin 2018, bien qu'auparavant, pendant 8 ans, il ait effectué un travail important à l'ambassade du Maroc en Espagne en tant que conseiller politique». En fait, le diplomate marocain, selon Guerrero Moreno,

avait consenti des efforts pour l'amélioration des relations bilatérales entre Rabat et Madrid, «dont l'un des résultats les plus palpables a été son projet de promouvoir la création du Club des Amis du Maroc en Espagne, établi en janvier 2015, dans un lieu si emblématique comme le Congrès des députés à Madrid».

Créés en 2009, les Prix Emilio Castelar reconnaissent chaque année des personnes, des entreprises, des institutions et des organisations ayant une trajectoire en faveur de l'engagement social, du progrès des peuples, de la défense des libertés et des droits humains.

I.E

Le rapport du SG de l'ONU citant une lettre Royale

Les actions du Maroc à Guergarate sont irréversibles



Le Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, a mis en relief, dans son rapport au Conseil de sécurité sur le Sahara marocain, publié dans les 6 langues officielles des Nations Unies, la lettre Royale soulignant le caractère "irréversible" des actions pacifiques menées par le Maroc au niveau du poste frontalier d'El Guergarate pour rétablir la libre circulation civile et commerciale.

Dans ce cadre, le Secrétaire général de l'ONU a informé les membres du Conseil de Sécurité de la lettre que lui a adressée S.M. le Roi Mohammed VI le 21 novembre 2020, dans laquelle le Souverain a affirmé que les actions entreprises par le Maroc à El Guergarate étaient « irréversibles », tout en réaffirmant l'attachement du Royaume au cessez-le-feu.

Revenant sur les violations illégales des mercenaires du « polissario » à Guergarate en octobre et novembre 2020, M. Guterres a indiqué, que depuis le 22 octobre 2020, « des opérations de reconnaissance par hélicoptère de la Minurso au-dessus d'El Guergarate ont constaté la présence dans la bande tampon de 12 membres du polissario armés en uniforme militaire », en plus de « 8 véhicules militaires, dont deux étaient équipés d'armes lourdes ».

De même, le SG de l'ONU a fait savoir que le « polissario » a été informé, par la Minurso, que sa présence à El Guerga-

rate constituait « une violation de l'Accord militaire n° 1 » tout en enjoignant de retirer son personnel militaire et ses véhicules de la bande tampon.

Il a par ailleurs cité une autre lettre que lui a adressée SM le Roi le 12 novembre 2020, dans laquelle le Souverain a exhorté le SG de l'ONU à « redoubler d'efforts pour mettre fin rapidement et définitivement aux actes de provocation intolérables et déstabilisateurs du polissario », faisant savoir que le Maroc, « en vertu de ses responsabilités et en plein respect de la légalité internationale agira de la manière qu'il jugerait nécessaire, afin de sauvegarder le statut de la zone et de rétablir la libre circulation » à El Guergarate.

Evoquant l'intervention pacifique menée par les Forces Armées Royales pour restaurer la fluidité de la circulation dans ce poste frontalier, M. Guterres a indiqué « qu'aucune victime n'a été signalée à la Minurso dans les événements de la journée » du 13 novembre. Et le SG de l'ONU d'ajouter que suite à l'intervention des FAR, les éléments armés du « polissario » ont brusquement fui la zone tampon de Guergarate.

Le caractère pacifique de cette opération a été confirmé par l'ambassadeur, représentant permanent du Maroc auprès de l'ONU, Omar Hilale dans deux lettres adressées au Conseil de sécurité en novembre 2020.

Dans ces deux missives, le diplomate a souligné que l'ac-

tion menée par les Forces Armées Royales, visant à mettre

un terme définitif aux violations inadmissibles par le "polissario", du cessez-le-feu, des Accords militaires et des résolutions du Conseil de sécurité, à El Guergarate, s'est déroulée de manière pacifique, sans aucune menace ou atteinte à la vie et à la sécurité des civils, précisant que cette action a eu lieu en présence de la MINURSO, qui l'a observée entièrement.

Ces affirmations sans équivoque, par le SG de l'ONU, de la présence des milices lourdement armées du « polissario » à Guergarate en octobre et novembre derniers, sont un démenti cinglant aux assertions fallacieuses de ce groupe séparatiste armé et de son parrain algérien qui prétendaient que seuls des civils se trouvaient à ce moment, à Guergarate.

De même, cette confirmation par le SG de l'ONU et la MINURSO conforte l'action pacifique et légitime entreprise par le Maroc à Guergarate pour nettoyer cette région des mercenaires du « polissario ». Cette action qui a été fortement saluée par la Communauté internationale, notamment par un très grand nombre de pays et d'organisations internationales, régionales gouvernementales et non gouvernementales.

Fermelement attaché à la préservation du cessez-le-feu, le Royaume est tout aussi soucieux de le consolider en empêchant la récurrence de pareils actes graves des milices armées séparatistes du « polissario », qui violent le cessez-le-feu, les accords militaires et menacent la sécurité et la stabilité régionales.



BP REM, filiale de la Banque Populaire en charge de la valorisation et la gestion des actifs immobiliers du groupe, lance un appel d'offres ouvert pour mise en vente de biens immobiliers hors exploitation suivants :

Typologie	Superficie (m ²)	Ville	Adresse
Construction en RDC	320	NADOR	Boulevard Mohamed V
Terrain nu	790	FES	Avenue Mohamed V / Belarbi Al Karat
Terrain nu	2 702	PROVINCE NADOR	Midar
Plusieurs Magasins	De 90 à 460	NADOR	Hay Al Matar

Les offres seront présentées sous forme de plis fermés et scellés avec la mention « Appel d'offres n° 28/09/2021- Type du bien, superficie et ville » avant le **26 Octobre 2021 à 16h30** à l'attention de :

BP REM

Immeuble MAD0, angle Boulevard d'Anfa et rue Molière, 4^{ème} étage, Casablanca
Soit :

- Directement contre décharge à l'adresse indiquée ci-dessus ;
 - Par courrier recommandé avec accusé de réception.
- Le soumissionnaire devra joindre à son offre les documents suivants :
- Les documents permettant de l'identifier (CIN, statuts, certificat d'inscription au registre de commerce) ;
 - Une caution fixée à 0,5% de la valeur de l'offre. Celle-ci devra être fournie sous la forme d'un chèque barré libellé au nom de « BP REM » et être déposée au plus tard au moment du dépôt de l'offre.

BP REM met à la disposition du soumissionnaire un dossier de chaque bien à l'adresse citée ci-dessus. Celui-ci devra être retiré avant le **22 Octobre 2021 à 16h30**.

Toute demande d'information complémentaire se rapportant au projet peut être demandée :

- Par mail à l'adresse suivante EGJDA@cpm.co.ma avec la mention « Appel d'offres - type du bien » ;
- Par téléphone au numéro suivant 0522 95 70 60.

Les Nations unies au Maroc appellent à réinventer l'avenir pour chaque fille

Le Système des Nations unies pour le développement au Maroc lance un appel pour "Réinventer l'avenir pour chaque fille", à l'occasion de la Journée internationale de la fille célébrée le 11 octobre de chaque année, et dans le cadre de la campagne "Réinventer l'avenir pour chaque enfant" entamée le 25 mai dernier. Réinventer l'avenir pour chaque fille, c'est libérer son potentiel où qu'elle soit pour qu'elle dessine son propre avenir en ayant accès à une éducation de qualité, à des services de santé de base de qualité, à des services de protection effectifs et à des mécanismes de participation et d'autonomisation opérationnels, souligne le Système des Nations unies samedi dans un communiqué.

Les efforts déployés par le Maroc pour tous les enfants vivant sur son sol sont louables et des progrès notables sont enregistrés d'année en année, indique le communiqué, soutenant que ces progrès peuvent être renforcés si les enjeux persistants en matière d'équité et d'égalité sont surmontés.

Les défis demeurent présents et les ambitions du Maroc sont tributaires de la réalisation des droits de

chaque fille, note le Système onusien, précisant que le taux net d'inscription au tronc commun, 1ère année du lycée, est de seulement 11,2% chez les filles en milieu rural, alors que les filles constituent 76% des jeunes NEET (Ni en éducation, ni en formation, ni au travail).

En termes de mariages d'enfants filles, 31,5% des femmes mariées, divorcées ou veuves ont été victimes de mariage précoce avant l'âge de 18 ans, 41% dans le milieu rural et 26,3% dans l'urbain [...] 27,8% parmi les jeunes femmes âgées de moins de 35 ans et 26,9% parmi celles âgées de 35 à 59 ans, ajoute-t-il.

Quant à la pandémie de Covid-19 et ses effets secondaires, ils n'ont fait qu'accroître les vulnérabilités multiples de plusieurs d'entre elles particulièrement les filles en situation de vulnérabilité dont les filles handicapées, nées hors mariage, vivant en zones enclavées, etc.

Privées de leur droit à une éducation et /ou une formation de qualité et à la protection requise, les filles ne pourront donner plein élan à leur potentiel et ainsi contribuer au développement de leur société, relève la même source.



Réinventer l'avenir pour chaque fille, c'est offrir des chances réelles à la concrétisation de l'ambition du nouveau modèle de développement du Maroc : "En 2035, le Maroc est démocratique où toutes et tous sont en pleine capacité de prendre en main leur devenir et de libérer leur potentiel, de vivre en dignité au sein d'une société ouverte, diverse, juste et équitable. C'est un pays créateur de valeur, qui fructifie ses potentialités de manière durable, partagée et responsable.

Capitalisant sur ses progrès significatifs à l'échelle nationale, le Maroc s'érige en puissance régionale exemplaire, à l'avant-garde des grands défis qui interpellent le monde". Cette ambition courageuse ne pourra se concrétiser pleinement que si le Maroc profite de la contribution de chaque fille, note le communiqué, appelant à prendre et à mettre en œuvre rapidement des actions urgentes, conçues dans une perspective intégrée, pour combler les défis encore

persistants, notamment en matière d'éducation, de protection et de santé.

Le Système des Nations unies pour le développement au Maroc invite à l'adoption d'une vision et approche intégrées, qui conjugue les engagements des différentes parties prenantes et se tient disposé à soutenir et accompagner le programme gouvernemental pour placer la réalisation des droits des filles parmi les priorités qui détermineront le succès des autres objectifs.

Coparrainée par le Maroc Le CDH adopte une résolution sur le droit à un environnement propre

Le Conseil des droits de l'Homme (CDH) des Nations unies a adopté, vendredi, une résolution coparrainée par cinq pays, dont le Maroc, et reconnaissant «pour la première fois, que disposer d'un environnement propre, sain et durable est un droit humain».

Dans cette résolution 48/13, le Conseil a appelé les États du monde entier à travailler ensemble, et avec d'autres partenaires, pour mettre en œuvre ce droit nouvellement reconnu.

Le texte, proposé par le Maroc, les Maldives, la Slovaquie, la Suisse, et Costa Rica, a été adopté par une très large majorité des voix, après plusieurs mois d'intenses consultations avec la contribution distinguée du Maroc.

Dans le même temps, par le biais d'une deuxième résolution (48/14), le Conseil a également renforcé son attention sur les impacts du changement climatique sur les droits de l'Homme en créant un Rapporteur spécial spécifi-

quement dédié à cette question.

Dans une déclaration, le haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'Homme, Michelle Bachelet, a appelé les États membres à prendre des mesures audacieuses pour donner rapidement et réellement effet au droit à un environnement sain.

Mme Bachelet a souligné qu'après avoir longtemps appelé à une telle mesure, elle a jugé gratifiant que la décision «reconnaisse clairement la dégradation de l'environnement et le changement climatique comme des crises interconnectées en matière des droits de l'Homme».

«Des mesures audacieuses sont maintenant nécessaires pour que cette résolution sur le droit à un environnement sain serve de tremplin pour faire pression en faveur de politiques économiques, sociales et environnementales transformatrices qui protégeront les personnes et la nature», a-t-elle ajouté.

Luigi Di Maio : *Le Maroc joue un rôle majeur dans la région méditerranéenne*

Le Maroc joue un rôle majeur dans la région méditerranéenne dans plusieurs domaines, a affirmé, vendredi à Rome, le ministre des Affaires étrangères italien Luigi Di Maio.

"La coopération bilatérale avec le Royaume, acteur fondamental en Méditerranée, peut se développer davantage si nous impliquons la jeune génération", a déclaré le ministre italien, lors d'une cérémonie de remise de bourses d'excellence à des étudiants marocains.

M.Di Maio a saisi cette occasion pour saluer le rôle pionnier du Maroc dans la lutte contre le terrorisme et sa contribution à la stabilité de la région, évoquant les efforts déployés par le Royaume dans le dossier libyen.

"Nous avons conclu un partenariat stratégique avec le Maroc portant sur des projets multidimensionnels, ce qui constitue un pas important sur la voie du raffermissement des relations bilatérales dans les différents domaines", a rappelé le chef de la diplomatie italienne.

La fondation italienne Med-Or de Leonardo a remis des bourses d'excellence à trois étudiants marocains.

Ces étudiants bénéficieront d'une formation



de deux ans en gestion et politique mondiale, en relations internationales et en économie et finances.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'une nouvelle collaboration entre les universités Polytechnique Mohammed VI de Rabat et Luiss Guido Carli de Rome.

Mots flechés

Par Abou Salma

Jeux & Loisirs

NEANMOINS	LE MARCHÉ AUX PUCES	OPUS LUMIÈRE VIVE	LETTRES DE NADAL	BAISSE DE TENSION	SODIUM ÉGOCENTRISME	SECRET OU FAMILIER	TRANCHES DE PIÈCE	DE FRAÎCHE DATE
							CHROME ANCIENNEMENT CEYLAN	
AMI DÉVOUÉ		SOLUTION SYMBOLE DE L'ARGON			MOT POUR CHASSER			
			COLLE EN SIBÉRIE SATISFAIT			EN RECU		
CRUSTACÉ MARIN					ZÉPHYR EN TOTALITÉ			
LIE		CHAMPION DE L'UT REBUT				PARTIE DE BRIDGE		FONCER AU MAXIMUM
QUARTIER DE BERLIN			ATTACHANT POISSON					
					LINOTYPE BISE			RÉTROGRADES
SAVOIR-FAIRE NOUVEAU			LE MÊME EN PLUS COURT	BISEXUEL		BLANC CASSÉ		
		MOYEN DÉTOURNE ARTICLE				DIX SUR DIX		
NOTE QU'EN EST-IL ?				TEXTE VENU AU MONDE			CALCIUM EN SOMME	
			PÈRE DE SEM			FIN DE CITATION		
BUTTE			CHOUÏA			TROMPES		
FIN D'ANNÉE								

Solution mots flechés d'hier

LEAD	M	PROF	CONVULSION	ANNUEL	RETOUR	N	ASPRO	POUR	P	SAISON	REMAR
TRAVAIL DE L'ÉCRIVAIN	A	C	C	U	S	A	T	R	I	C	E
QUANTITÉ DE TRAVAIL	Q	U	A	N	D	A	A	A	A	L	
LEAD	N	U	L		F	A	R	F	E	L	U
LEAD	I	O	T	A		P	A	F		I	E
LEAD	A	L	T	E	R	C	A	T	I	O	N
LEAD	L	N	C		N	A	N	T	E	S	
LEAD	A	I	T		R	A	T	E	E	O	
LEAD	A	G	R	A		E	G	A		R	A
LEAD	E	T	I	G	E		F		V		
LEAD	P	I	I		P	L		I		N	
LEAD	T	I	R	O	I	R	C	A	I	S	S
LEAD	D	O	N	S		A	N	C	R	E	E

Directeur de la Publication et de la Rédaction
Mohamed Benarbia

Rédaction
Mohamed Bouarab
Hassan Bentaleb
Alain Bouithy
Mourad Tabet
Wafaa Mejdoubi
Mehdi Ouassat
Chady Chaabi

Responsable des ressources humaines
Atika Rachdi

Directeur artistique
Fouad Ezzafir

Service technique
Khadija Sabi (Responsable)
Meryem Warrach
Myriem Rehane
Khadija Halafi
Hafid Bouzarouata
Mariama Farki
Elkandoussi Elmardi

Révision
Abdelmoumein Warrach

Secrétariat
Asmaa Tabaa

Photographe
Ahmed Laaraki

Correspondants
Ahmadou El Katab (Laâyoune)
Abdelali khallad (Essaouira)

Collaborateurs
Chouaib Sahnoun
Khalil Benmouya

Adresse de la Rédaction
33, Rue Amir Abdelkader
B.P. 2165 - Casablanca Maroc

E-mail:
liberation@libe.ma
Téléphone:
0522 61.94.04
0522 62.32.32
Fax de la rédaction:
0522 62.09.72

Service annonces et publicité
E-mail:
annoncesliberation@libe.ma
Youssef El Gahs

Mouna El Youssoufi
Loubna Baghdadadi
Latifa Mounib
Rkia Ait Dahman
Siham Zaiter
Fadwa Choukri

44, Avenue des E.A.R
3ème Etage - Casablanca
Tél: 0522 31.00.62
Fax: 0522 31.28.10


Imprimerie
Les Editions Maghrebines

Distribution
SAPRESS
Dossier de PRESSE
130/64

Site web:
www.libe.ma

Journal Libération

Libération Maroc



Mots croisés

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I												
II												
III												
IV												
V												
VI												
VII												
VIII												
IX												
X												

HORIZONTALEMENT.

- I. Bien connue.
- II. Tour à fait faux. - Tellement.
- III. Louper son démarrage. - Parvenu à ce que l'on souhaitait.
- IV. Un minimum de culture. - Enjoliver les choses.
- V. Ils ont des palmes aux pieds. - Mettait Charlemagne hors de lui.
- VI. Son inventeur n'a pas pu poser de brevet. - File à toute vitesse.
- VII. Complètement débile. - Raconte des histoires.
- VIII. Une qui a perdu des milliards ! - Elles ressemblent à des grandes marguerites jaunes. - Il commence par une fête populaire.
- IX. Il aime le veau gras. - Évitant ce qui choquerait.
- X. Apportent des changements radicaux.

VERTICALEMENT.

- 1. Fermer une blessure.
- 2. Il n'aime pas le changement. - On le connaît sur le bout du doigt.
- 3. Déclassé pour mauvais résultats. - Une adresse que la Poste ne connaît pas.
- 4. C'est tout droit. - Ce que fut le BoufMich en juin 68.
- 5. Si c'est rond ce n'est pas ainsi. - Ne choque pas à l'abattoir.
- 6. Technétium. - Qu'on est arrivé à produire.
- 7. Consolider ses batteries. - Pour nous c'est la quatrième.
- 8. Bruni, pour Nicolas mais pas pour Carla.
- 9. Arrive à l'Eure. - Cimetière de berline.
- 10. Il connaît la béarnaise. - Il fait courir les bruits.
- 11. Travailler pour des prunes. - Marche mieux avec le courant fort.
- 12. Échauffements avant l'effort.

Grilles de sudoku

Facile									Moyen								
	3			2	4		9			3	9				8		
			8	5							5	3				2	
9	5							2	6		6	1	5	9			
4	6		2		9		8	1		5	6			8	3		
		9		8		5				7		1	9			5	
2	8		4		7		6	9			8	2			7	4	
7	2						1	8				7	6	9	2		
			7	2						6			8		4		
1		9	6				3			8			4		6		
Difficile									Expert								
		2		4		8				8		2					
	9			3						1	7						
			5		8	9	3				4	5		9	3		
6			9		7						2			6	8	5	
1			6			9				4						9	
		3		8		5					5	6	7		2		
3	5	1		2									8	4		7	2
				7		2									9		1
4		8				3								2			8

Rappel des règles

Remplir chaque carré de 9 cases par des chiffres allant de 1 à 9. Aucun de ces chiffres ne doit apparaître deux fois dans la même case, la même ligne ou la même colonne.

Solution mots croisés d'hier

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I	R	A	T	I	O	N	A	L	I	S	E	R
II	O	T	A	R	I	E	S		R	A	V	E
III	U	R	N	E	S		P	E	A	G	E	S
IV	L	E	K		I	T	E	M		A	N	S
V	E		E	F	F	I	C	A	C	I	T	E
VI	B	R	R	R		E	T	I	R	E		M
VII	O	A	S	I	E	N		L	I	S	T	E
VIII	U	T		M	U	S	C	L	E		A	L
IX	L	E	G	E	R		R	E	U	N	I	E
X	E	S	C	R	O	Q	U	E	R	I	E	S

Facile									Moyen									
9	7	5	3	6	2	1	8	4		9	5	1	8	4	6	3	7	2
8	3	2	7	1	4	9	5	6		7	8	4	3	1	2	5	6	9
4	1	6	5	8	9	7	2	3		2	3	6	9	5	7	1	8	4
1	9	8	6	7	3	2	4	5		1	2	7	4	6	5	9	3	8
5	4	3	2	9	8	6	1	7		4	6	8	7	9	3	2	1	5
6	2	7	4	5	1	3	9	8		3	9	5	1	2	8	7	4	6
7	6	9	1	4	5	8	3	2		5	7	3	6	8	9	4	2	1
2	5	1	8	3	6	4	7	9		6	1	2	5	3	4	8	9	7
3	8	4	9	2	7	5	6	1		8	4	9	2	7	1	6	5	3
Difficile									Expert									
3	2	6	7	9	8	4	5	1		1	8	5	7	4	9	6	2	3
9	4	7	5	2	1	8	3	6		9	7	2	6	1	3	5	8	4
5	8	1	6	4	3	7	9	2		4	6	3	5	2	8	1	7	9
6	7	3	4	8	5	2	1	9		7	3	6	4	5	1	2	9	8
2	1	8	9	6	7	5	4	3		5	2	9	8	3	6	7	4	1
4	5	9	1	3	2	6	8	7		8	4	1	2	9	7	3	6	5
1	6	4	8	7	9	3	2	5		2	1	4	9	7	5	8	3	6
7	9	2	3	5	4	1	6	8		3	9	8	1	6	2	4	5	7
8	3	5	2	1	6	9	7	4		6	5	7	3	8	4	9	1	2



AGR maintient sa recommandation d'achat du titre CMT

Attijari Global Research (AGR) a maintenu sa recommandation d'achat du titre Compagnie Minière de Touissit (CMT), avec un cours objectif inchangé à 1.850 dirhams.

"Dans l'attente de la révision de notre business plan suite au nouveau consensus de prévisions des cours des métaux à l'international, nous maintenons notre recommandation d'acheter le titre CMT avec un cours objectif inchangé à 1.850 dirhams", indiquent les analystes d'AGR dans un "Research paper-Equity".

Après une baisse de son chiffre d'affaires (CA) de 28% au premier trimestre de 2021, suite au repli de la production du plomb, la CMT arrive à redresser son activité de 25% au terme du T2 de la même année, précise la même source. "Dans ces conditions, nous relevons une légère progression des revenus de l'opérateur de 0,6% durant le S1-2021, soit à 191 millions de dirhams (MDH)", ajoutent les analystes d'AGR. À l'origine de cet effet de rattrapage, l'amélioration du climat social au sein de la mine conjuguée à l'appréciation des cours du plomb, rapporte la MAP. Ce dernier est porté par les perspectives positives de reprise du secteur automobile qui consomme près de 80% de l'offre minière du plomb.

Le cours moyen du plomb dont la contribution au CA de la CMT dépasserait les 60% a augmenté de 17,3%, passant d'une moyenne de 1.763 \$/T au S1-2020 à 2.069 \$/T au S1-2021.

En termes de profitabilité, l'excédent brut d'exploitation (EBE) de l'opérateur affiche une hausse plus prononcée de 13,2% au S1-2021 à 81 MDH compte tenu de la maîtrise des cash-cost. Il s'agit d'une marge d'EBE de 42,3% en hausse de 4,7 points par rapport à la même période de l'année précédente.

La nette amélioration du résultat financier permet au résultat net par du groupe (RNP) de se redresser de 0,9% à 54 MDH, équivalent à une marge nette de 28,5% en progression de 6,6 points sur la même période.

"Grâce au rétablissement du climat social se reflétant par un retour à la normale de la production et un cours moyen du plomb plus attractif de 2.364\$/T au troisième trimestre de l'année en cours, nous anticipons une accélération de l'amélioration des indicateurs de profitabilité de la CMT sur le S2-2021. Dans cette perspective, les taux de réalisation relativement bas observés durant ce premier semestre 2021, soit autour des 35%, nous semblent globalement cohérents", ont relevé les analystes.

"La poursuite de l'effet de rattrapage des résultats de la CMT durant le deuxième semestre 2021 et les perspectives positives qu'offre l'année 2022 en raison d'un effet de base favorable, nous rassurent quant à la capacité de l'opérateur de préserver un DPA au-dessus des 100 dirhams. Il s'agit d'un D/Y attractif autour de 6% durant la période 2021-2022", ont-ils fait savoir.

Accord sans précédent sur la réforme de la fiscalité internationale



136 pays et juridictions représentant plus de 90 % du PIB mondial sont parvenus à un accord sur une réforme de la fiscalité internationale établissant un taux minimum d'imposition sur les multinationales, a annoncé l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Le Maroc figure parmi les pays signataires de cet accord qui vise à garantir l'application d'un taux d'imposition minimum de 15% aux entreprises multinationales (EMN).

Approuvée, le vendredi 8 octobre, la réforme majeure du système fiscal international, ainsi

finalisée, entrera en vigueur à compter de 2023. Elle « permettra de garantir l'application d'un taux d'imposition minimum de 15% aux entreprises multinationales (EMN) à compter de 2023 », a indiqué l'OCDE dans un communiqué rendu public le jour même de son adoption.

L'accord historique, qui intervient après des années d'intenses négociations en vue d'adapter les règles fiscales internationales aux réalités du XXI^e siècle, « permet également de réattribuer à des pays du monde entier plus de 125 milliards USD de bénéfices d'environ 100 entreprises multinationales parmi les plus grandes et les plus rentables au monde », selon l'institution internationale.

Les grands groupes internationaux concernés s'acquitteront désormais de « leur juste part de l'impôt quelles que soient les juridictions où elles exercent leurs activités et réalisent des bénéfices », a poursuivi l'OCDE.

En effet, selon la Solution reposant sur deux piliers pour résoudre les défis fiscaux soulevés par la numérisation de l'économie à laquelle ont adhéré les 136 pays et juridictions, le Pilier Un touche des centaines d'EMN (celles dont le chiffre d'affaires est d'au moins 750 millions d'euros) parmi les plus grandes et les plus rentables.

Ce pilier « prévoit une réattribution d'une partie des bénéfices de ces entreprises aux pays dans lesquels elles vendent leurs produits ou fournissent leurs services et dans lesquels se situent leurs consommateurs », a expliqué l'organisation affirmant que sans cette mesure, ces entreprises pourraient réaliser d'importants bénéfices dans un pays de marché sans y payer beaucoup d'impôts. Selon les termes du Pilier Deux, « un groupe beaucoup plus important d'EMN sera désormais soumis à un impôt minimum mondial. Par conséquent, même si l'une de ces entreprises parvient à transférer ses bénéfices vers un paradis fiscal, ces bénéfices seront malgré tout imposés à un taux minimum de 15% », a-t-elle fait savoir.

L'organisation a toutefois précisé que l'accord sur l'impôt mondial minimum n'a pas pour objectif de mettre fin à la concurrence fiscale, mais d'y poser des limites convenues multilatéralement, assurant qu'il permettra aux pays de dégager chaque année environ 150 milliards USD de recettes supplémentaires.

Pour son Secrétaire général, Mathias Cormann, l'accord conclu vendredi dernier « permettra d'améliorer le fonctionnement de nos accords fiscaux internationaux et les rendra plus

équitable », a-t-il déclaré soutenant qu'il représente une grande victoire à mettre au crédit d'un multilatéralisme efficace et équilibré. Cet accord ambitieux garantit que notre système fiscal international est adapté aux réalités de l'économie numérique et mondialisée d'aujourd'hui. Nous devons maintenant agir avec célérité pour assurer la mise en œuvre effective de cette réforme de grande ampleur.

A souligner que sur les 140 membres que compte le Cadre inclusif OCDE/G20 sur le BEPS, quatre pays (le Kenya, le Nigéria, le Pakistan et le Sri Lanka) ne font pas partie des pays signataires.

En effet, ils n'ont pas adhéré à la Déclaration sur la Solution reposant sur deux piliers pour résoudre les défis fiscaux soulevés par la numérisation de l'économie, qui actualise et finalise l'accord politique conclu en juillet dernier pour réformer en profondeur les règles fiscales internationales.

Il n'empêche que la déclaration sera présentée en amont de la réunion des ministres des Finances du G20 à Washington le 13 octobre, et au Sommet des dirigeants du G20 qui se tiendra à Rome fin octobre, selon l'OCDE.

Alain Bouthy



136 pays, dont le Maroc se sont accordés pour taxer les multinationales à un taux minimum de 15 %

La CMR primée par l'Association internationale de la sécurité sociale

La Caisse marocaine des retraites (CMR) a été primée par l'Association internationale de la sécurité sociale "AISS", lors du Forum virtuel de la sécurité sociale de l'AISS pour l'Afrique tenu du 5 au 7 octobre.

Cette distinction concerne particulièrement le renouvellement du certificat d'excellence pour la mise en œuvre réussie des lignes directrices de l'AISS en matière de la qualité des services, indique la CMR dans un communiqué.

La CMR a également obtenu un certificat de mérite pour sa bonne pratique relative à l'utilisation du "théâtre-forum" comme canal de communication et d'interaction directe avec les usagers en vue de développer la culture de la sécurité sociale, ajoute la même source. La plateforme dédiée à la gestion dématérialisée des dossiers de retraite déployée par la CMR en 2019 a également été reconnue comme bonne pratique. Le communiqué fait savoir que cette plateforme constitue l'interface

d'échange avec les partenaires employeurs, leur permettant la numérisation et le transfert, à la CMR, des dossiers de retraite ainsi que le suivi, en temps réel, de l'état de leur traitement. Ces certificats témoignent de la dynamique continue dans laquelle s'inscrit la CMR pour consolider sa volonté de s'aligner sur les bonnes pratiques nationales et internationales afin d'améliorer la qualité de ses services, simplifier ses procédures et développer une communication interactive avec ses usagers.

L'ASMEX met le cap sur le marché suédois

L'Association marocaine des exportateurs (ASMEX) a organisé récemment une 2ème rencontre virtuelle de son cycle "Doing business" consacrée au marché suédois et aux opportunités à saisir par les exportateurs et investisseurs marocains.

Après le Japon, l'ASMEX a mis le cap sur la Suède pour la 2ème rencontre "Doing business" de la rentrée, organisée en partenariat avec le cabinet Harvard Consulting et animée par Charlotte Loyau-Kahn, experte en développement commercial avec les pays nordiques, indique un communiqué de l'Association.

Ce webinaire a été une occasion pour s'arrêter sur les particularités du marché suédois et identifier les opportunités pour les exportateurs et investisseurs marocains, rapporte la MAP.

"Il s'agit d'un marché en apparence petit avec ses 10 millions d'habitants mais qui présente de belles opportunités pour les exportateurs et investisseurs, grâce notamment au fort pouvoir d'achat des Suédois. À l'heure actuelle, aucune société marocaine n'est implantée en Suède, ce qui est dommage surtout que la Suède est le 10ème pays le plus productif au monde selon la Banque mondiale", a déclaré Charlotte Loyau-Kahn, citée dans le communiqué. Avant d'aborder ce marché que ce soit pour investir ou pour exporter, il est important de savoir qu'il répond à des codes et habitudes stricts dans les affaires avec des consommateurs très exigeants en terme de qualité, dit-elle.

La Suède présente en effet plusieurs avantages concurrentiels avec sa fiscalité attractive pour les entreprises qui lui donne le statut de porte ouverte vers les autres pays nordiques comme le Danemark et la Finlande, contrairement au voisin norvégien qui est plus protectionniste.

L'experte souligne également que le pays scandinave fait partie des pays européens qui ont le moins souffert de la récente crise sanitaire, notant que la Suède n'a pas ordonné la fermeture des restaurants et des salles de sport à l'image de ses voisins européens et a maintenu les business ouverts avec libre circulation des citoyens



(aucun confinement instauré durant la pandémie), ce qui a fait que l'économie du pays a fortement résisté.

La Suède et le Maroc sont liés par un traité de non double imposition signé le 30 mars 1961. Dans les pays de l'Europe du Nord, les conséquences économiques de la crise sanitaire en 2020 ont été parmi les plus modérées de l'Union européenne avec un repli du PIB proche de 3% en Suède, contre plus de 6% dans la zone Euro, précise le communiqué. Le pays scandinave a donc gardé toute son attractivité, grâce notamment à sa main-d'œuvre qualifiée et son système moné-

taire digitalisé, puisque les paiements en espèces disparaissent en faveur des cartes bancaires et des applications mises à disposition des citoyens.

Une faible circulation du cash qui limite grandement les risques de fraudes fiscales. Malgré un contexte de crise en 2020, les investissements directs étrangers en Suède ont augmenté de 158%, soit 26 milliards de dollars contre 10 milliards en 2019. Plusieurs secteurs, jugés à fort potentiel pour les investisseurs et exportateurs marocains ont été cités dont les technologies de l'information et de la communication (TIC), les industries mécaniques, les éner-

gies renouvelables, les produits alimentaires (produits de la mer, produits du terroir), la beauté et la santé, le textile et la mode, la santé digitale, l'agro-alimentaire.

En plus de ces secteurs, il faut garder en vue quelques secteurs de niche, comme le Halal qui est très consommé par les citoyens suédois et qui peut représenter une belle opportunité pour les exportateurs marocains. A noter que dans ce pays qui compte officiellement un peu moins de 400.000 musulmans, les produits labellisés "Halal" sont consommés par des citoyens de confessions différentes, et sont appréciés pour leur qualité.



Deuxième rencontre virtuelle du cycle "Doing Business"

Le dirham s'apprécie de 0,35% face à l'euro du 30 septembre au 06 octobre

Le dirham s'est apprécié de 0,35% face à l'euro et s'est déprécié de 0,62% vis-à-vis du dollar du 30 septembre au 06 octobre, selon Bank Al-Maghrib (BAM).

Lors de l'adjudication d'achat de devises du 5 octobre, BAM a retenu un montant total de 88 millions de dollars, soit l'équivalent de 796,6 millions de dirhams (MDH), précise la Banque centrale dans son récent bulletin sur les indicateurs hebdomadaires.

Au 1er octobre 2021, l'encours des

avoirs officiels de réserve (AOR) s'est établi à 322,1 milliards de dirhams (MMDH), en hausse de 1,3% d'une semaine à l'autre et de 9,2% en glissement annuel, fait savoir la même source.

L'encours global des interventions de la Banque centrale ressort à 89,6 MMDH, dont 36,9 MMDH sous forme d'avances à 7 jours sur appel d'offres, 25,8 MMDH d'opérations de pension livrée et 26,9 MMDH dans le cadre des programmes de soutien au financement de la très petite, petite et moyenne entreprise (TPME), rap-

porte la MAP.

Sur le marché interbancaire, le volume quotidien moyen des échanges s'est établi à 3,6 MMDH et le taux interbancaire s'est situé au cours de cette période à 1,5% en moyenne.

Lors de l'appel d'offres du 06 octobre (date de valeur 07 octobre), la Banque centrale a injecté un montant de 27,8 MMDH sous forme d'avances à 7 jours.

Sur le marché boursier, le Masi a enregistré une hausse de 0,9%, portant sa performance depuis le début de l'année à

15,9%. Cette évolution reflète principalement les baisses des indices sectoriels de l'agroalimentaire (2,7%), des télécommunications (1,2%) et des banques (1%).

Les secteurs du pétrole et gaz et des assurances se sont appréciés de 3,6% et de 1,8% respectivement.

Pour ce qui est du volume global des échanges, il s'est chiffré à 612,8 MDH contre 1,3 MMDH une semaine auparavant. Sur le marché central actions, le volume quotidien moyen est revenu à 116,6 MDH après 209,1 MDH.

Art & culture

Back to Beat in Tangier

Exposition inédite des oeuvres de Abdellah Khairouni



Entre les étagères de la librairie "Les insolites" au cœur de Tanger, des tableaux et portraits de grands écrivains et hommes de lettres, à l'époque de Tanger internationale, ont été accrochés, dans le cadre d'une exposition inédite intitulée "Back to Beat in Tangier", créée par le talentueux artiste-peintre marocain, Abdellah Khairouni.

C'est l'une des 12 expositions de 18 artistes, qui se poursuivront jusqu'au 31 octobre, dans le cadre de la 3^e édition de l'événement "Parcours des arts de Tanger", organisé par l'Institut français de Tanger, en partenariat avec la direction régionale de la culture et nombre d'acteurs culturels de la ville, une initiative visant à valoriser les arts visuels et à faire découvrir la ville autrement.

Cette exposition donne à voir des portraits peints de couleurs vives, avec une touche d'une extraordinaire finesse, d'écrivains qui ont marqué l'histoire littéraire de Tanger. Il s'agit bien d'un tableau qui comporte un portrait collectif

de William Burroughs, Jack Kerouac et Gregory Corso, 3 toiles de Jane Bowles, et d'autres tableaux d'Allen Ginsberg et du poète britannique Michael McClure, et à côté d'eux se trouve le Marocain le plus proche de la Beat generation (génération battue), l'écrivain Mohamed Choukri. Pour Stéphanie Gaou, libraire et galeriste de "Les Insolites", le thème choisi pour cette exposition est "très fort", ajoutant : "Je trouve très intéressant qu'un Marocain s'approprie des figures qui ont vraiment fait la gloire de Tanger".

Le choix de ce thème émane de l'admiration que porte cet artiste marocain autodidacte à la "Beat generation", dans la mesure où il en a fait le "thème unique" de sa première exposition solo dans sa carrière artistique, qui a commencé il y a environ 10 ans, à travers des tentatives limitées de peinture et de sculpture avec des techniques simples, mais avec un engagement passionné et une détermination féroce. "J'ai choisi le

thème de la génération battue pour des considérations personnelles, car j'admire ses figures. J'étudiais la littérature anglaise à l'Université de Kénitra, lorsque j'ai entendu parler pour la première fois de Paul Bowles par le professeur Mourad El Mkinsi", a déclaré, à la MAP, M. Khairouni, soulignant qu' "à partir de ce moment-là, je me suis intéressé à la Beat generation, j'ai commencé à faire des recherches sur ses figures, et à lire à ses grands écrivains et poètes".

"Ceux-ci ont donné à Tanger une dimension mondiale en termes de culture et d'art, mais Tanger était pour eux un refuge littéraire et artistique, et ils y ont trouvé un espace pour jouir de leurs droits culturels et leurs libertés individuelles. Le statut international de Tanger offrait beaucoup de liberté. Il y avait une loi ouverte qui leur permettait de vivre leur vie comme ils le voulaient", a-t-il précisé.

Il a estimé que ces personnalités méritent qu'on leur rende hommage, re-

levant que "sauf les écrits de Choukri sur Tennessee Williams, Jean Genet et Paul Bowles, on ne trouve pas beaucoup de documents qui évoquent la génération battue".

Même son de cloche chez Mme Gaou, cette librairie française qui s'est installée à Tanger il y a 17 ans et y a ouvert la librairie "Les insolites" il y a 10 ans, et qui a travaillé sur l'histoire littéraire et artistique de Tanger, ce lui a valu de remporter le Grand prix de "La librairie hors France", remis en septembre dernier par le magazine "Livres Hebdo", qui a considéré que "l'histoire du Maroc, et de Tanger en particulier, est un grand et rare trésor". Elle a noté que la galerie "Les insolites" tient à accompagner les artistes, notamment ceux qui organisent leurs premières expositions, en précisant que "M. Khairouni est un artiste autodidacte que j'accompagne depuis trois ans et je suis son travail avec beaucoup d'intérêt".

Par Hicham El Moussaoui (MAP)

Projection en avant-première du film "El Kenz" d'Omar Ghofran



Le long métrage "El Kenz" d'Omar Ghofran dont la sortie dans les salles est prévue le 13 octobre, a été projeté, vendredi

soir, en avant-première au Megarama de Casablanca. Ce film traite de la question de la coexistence au sein de la société

marocaine à travers la relation entre Jad, un juif marocain dont le personnage a été interprété par l'acteur Mohamed El Haoudi et Hamdan, un rôle campé par Tarek Boukhari ainsi que sa femme Sakina Drabel. Le trio se lance dans une aventure comique en quête d'un trésor appartenant au grand-père de Jad, dans le quartier Mellah dans l'ancienne médina.

En marge de la projection, le réalisateur Omar Ghofran a indiqué que l'idée du film, qui a été projeté en présence de toutes les actrices et de tous acteurs qui y ont participé, est née d'une rencontre et d'une discussion avec les artistes Chafik Bisbis et Ali Karoui, soulignant que ce film véhicule un message de coexistence, de paix et d'amour.

"La coexistence entre juifs et musulmans est une idée qui a commencé à germer et prendre forme petit à petit pour déboucher sur ce

scénario transformé en film", a-t-il expliqué dans une déclaration à la MAP et à sa chaîne d'information M24.

Vu la crise que traverse aujourd'hui l'art, le cinéma en particulier, faute de spectateurs, il est impératif d'amener le public à renouer avec les salles obscures en réalisant des films de dimension profonde, a-t-il dit, se disant convaincu que le public va apprécier l'histoire de ce film d'une heure et 48 minutes.

Pour sa part, l'actrice Sakina Drabel a évoqué la bonne ambiance lors du tournage du film, à la faveur de l'esprit de coopération qui prévaut entre tous les artistes, que ce soit aux plans technique, artistique ou d'interprétation.

Mohamed El Haoudi a exprimé de son côté sa joie de participer à ce film, dans lequel il incarne le rôle d'un personnage juif de retour au

pays d'origine afin de rechercher le trésor d'ancêtres juifs marocains qui ont émigré dans les années 1940 et 1950 voire 1960.

"Le véritable trésor est en fait la tentative du juif marocain de découvrir le pays où il est né et a vécu une partie de son enfance avant de migrer, ainsi que d'explorer des relations avec des personnes où l'appartenance religieuse n'apparaît pas autant que le comportement en tant qu'être humain", a-t-il ajouté.

Dans le même ordre d'idées, Tarek Boukhari a souligné que l'islam prône la tolérance, la coexistence, le vivre-ensemble et bannit toute forme de violence.

Ce film, dont le scénario est écrit par le réalisateur lui-même, qui fait du théâtre depuis plus de 24 ans, et dont le tournage s'est déroulé à Rabat, réunit d'autres acteurs comme Jamal Ababssi, Nasser Mdaghri, Meryam Kadmiri entre autres.

Reconnaissance par le Prix Nobel de la paix du rôle crucial des journalistes



La directrice générale de l'UNESCO, Audrey Azoulay, a salué, samedi, la décision du Comité Nobel de désigner deux journalistes, Maria Ressa et Dmitry Muratov, comme lauréats du Prix Nobel de la paix 2021, une première depuis 86 ans.

"En décernant ce prix, le Comité Nobel affirme une conviction forte, qui fait pleinement écho au mandat de l'UNESCO: la liberté d'expression et l'accès à l'information sont au fondement même de la démocratie et de la paix", a déclaré la directrice générale, citée dans un communiqué.

"Les journalistes sont en première ligne de la lutte pour la vérité, pour faire la lumière là où c'est nécessaire. Et pour

cela, ils prennent souvent des risques personnels considérables. Aujourd'hui, ils sont à juste titre reconnus comme des défenseurs de la justice et de la vérité", a-t-elle ajouté.

Mme Azoulay a salué à cette occasion Maria Ressa, largement impliquée dans les efforts de l'Organisation pour lutter contre le harcèlement en ligne des femmes journalistes, un phénomène qui touche près de trois femmes journalistes sur quatre dans le monde, selon un rapport de l'UNESCO publié en avril dernier.

En mai dernier, Maria Ressa recevait le Prix mondial UNESCO/Guillermo Cano pour la liberté de la presse, en reconnaissance de sa contribution excep-

tionnelle à la défense de la liberté de la presse face au danger.

Acceptant le prix en direct lors de la Conférence mondiale de la liberté de la presse organisée par l'UNESCO à Windhoek, en Namibie, elle a notamment dénoncé le harcèlement coordonné en ligne dont les journalistes sont victimes et l'absence de réponses efficaces de la part des médias sociaux, rappelle-t-on.

Elle a également participé à plusieurs éditions de la Conférence mondiale sur la liberté de la presse, ainsi qu'à la conférence organisée par l'UNESCO, le Programme alimentaire mondial et l'Université de Caroline du Sud le 24 septembre 2021, précise l'organisation onusienne basée à Paris.

Bouillon de culture

Festival

La 6ème édition du Festival d'Agora "Printemps du cinéma et philosophie" s'est ouverte, jeudi à Fès, avec un vibrant hommage à l'intellectuel et penseur Mohammed Mustapha El Kabbaj. Lors de la cérémonie d'ouverture de ce festival, initié par l'Association des Amis de la philosophie, l'accent a été mis sur la contribution de M. El Kabbaj à la création du cours de philosophie au Maroc et à l'établissement de passerelles entre la philosophie et les autres savoirs et arts.

L'intellectuel marocain qui a signé, à cette occasion, son nouvel ouvrage "La philosophie et le théâtre", s'est dit honoré et reconnaissant pour cette initiative, appelant à sortir la philosophie de son cadre académique en l'ouvrant sur les divers modes de la création humaine à travers le renforcement de son rôle dans l'enracinement des valeurs de liberté, de dignité et de tolérance dans la société.

Dans une déclaration à la MAP, le directeur du festival, Aziz El Haddadi, a indiqué que cette manifestation poursuit son petit bonhomme de chemin en soulevant les questions existentielles dans leur relation avec le septième art, se disant heureux de renouer avec le public du festival après une longue période d'absence.

Box-office

Le film d'action fantastique avec Timothée Chalamet, Zendaya, Oscar Isaac, Rebecca Ferguson et Jason Momoa sortira au Japon le 15 octobre, puis en Amérique du Nord et dans environ 16 grands territoires d'outre-mer, dont la Chine, la semaine du 22 octobre.

Le long métrage a rapporté 3,1 millions de dollars sur 167 écrans IMAX, pour une moyenne de 18.500 dollars par salle. Il a enregistré une baisse de 29% en IMAX en Russie pour devenir le film IMAX le plus rentable depuis la pandémie en seulement 11 jours.

Dune a gagné 11%, soit 8,2 millions de dollars, de son total dans le seul IMAX. L'adaptation au cinéma par Denis Villeneuve du roman de science-fiction de Frank Herbert Dune (1965) a continué de dominer le box-office français durant la semaine du 29 septembre au 5 octobre, en attendant l'arrivée dans dernier James Bond, qui a démarré fort mercredi 6 octobre et devrait rebattre les cartes.

Forum des "prix arabes"

Hommage à Hassan Najmi, SG du prix international de poésie Argana

Le Forum des "prix arabes" a rendu un hommage à huit personnalités intellectuelles et littéraires arabes, dont le poète et auteur Hassan Najmi, également secrétaire général du prix international de poésie Argana, dans le cadre de la Foire internationale



du livre de Riyad 2021 qui se tient à la "Faqade de Riyad".

La cérémonie d'hommage a eu lieu mercredi en présence du Prince Khalid Al Faisal, Conseiller du Serviteur des deux Lieux Saints, gouverneur de la province de La Mecque, président du comité du prix du Roi Fayçal, président honoraire du Forum "des prix arabes", ainsi que de personnalités arabes dont le directeur général de l'Organisation arabe pour l'éducation, la culture et les sciences (ALECSO), Mohamed Ould Amar.

Le Prince Khalid Al Faissal a remis le trophée à Hassan Najmi, secrétaire général du prix international de poésie Argana, ainsi qu'à 7 autres pionniers des prix arabes issus de divers pays du monde arabe, à savoir Ahmed Al-Dabib, Jaber Asfour, Fahd Al-Samari, Asaad Abdulrahman, Majdoub Aidrous, Sassi Hammam et Said Al Said, et ce en présence de 23 représentants de prix arabes.

Ont également pris part à la 3ème édition du Forum des "prix arabes", des personnalités intellectuelles et littéraires arabes, dont le poète Mourad El Kadri, président de la Maison de la poésie au Maroc, et Bassam Kurdi, du Centre culturel des écrivains au Maroc en tant qu'éditeur partenaire du projet 101 livres, qui a été réalisé en coordination avec l'Institut du monde arabe à Paris et la Fondation du Prix international du Roi Fayçal.

Le secrétaire général du Prix du Roi Fayçal, président du Forum des "prix arabes", le Dr Abdulaziz Asebaï a souligné dans une déclaration à la MAP, qu'"au cours de la cérémonie, huit figures arabes ayant joué un rôle majeur dans l'enrichissement du paysage culturel arabe et la création de ces prix ont été honorées, parmi lesquelles le professeur Hassan Najmi, qui a été un fondateur et un influenceur au Prix Arkana remis par la Maison de la poésie au Maroc, aux côtés de sept autres personnalités de différents pays

arabes".

Cette initiative valorise les rôles joués par ces intellectuels pour confirmer l'importance des prix, assurer leur succès et fournir les moyens nécessaires pour leur garantir une forte présence dans la culture arabe, a ajouté M. Asebaï.

Il a indiqué qu'au cours de la réunion de l'Association publique tenue jeudi, les membres du Forum des "prix arabes" ont discuté de plusieurs questions relatives à la scène culturelle. En plus, une réunion spéciale a eu lieu entre le Forum des "prix arabes" et le directeur général d'ALECSO autour des moyens de coopération entre le Forum et l'Organisation.

Il est à noter que, lors de cette cérémonie, l'Institut du monde arabe à Paris a rendu un hommage au Prince Khalid Al Faissal pour ses efforts ainsi que pour ses contributions littéraires, intellectuelles et culturelles étalés sur plus de cinq décennies.



Quand la parodie devient de la désinformation en ligne



Les fausses informations qui se propagent sur les réseaux sociaux sont souvent vérifiées et démenties, au contraire des articles parodiques qui passent entre les mailles du filet, générant des polémiques et des revenus pour ceux qui les disséminent.

Bill Gates arrêté pour trafic d'enfants et pendu à Guantanamo, Tom Hanks exécuté par l'armée américaine, le pape François interdisant l'absolution pour les catholiques non-vaccinés contre la Covid-19... Ces articles - tous bidons - ont été publiés sur des sites s'identifiant comme satiriques.

Le problème, c'est que beaucoup d'internautes partagent ces canulars qui inondent les réseaux sociaux.

Pour Claire Wardle, co-fondatrice et directrice de l'ONG First Draft qui lutte contre la désinformation, les avertissements des sites "satiriques" ou "parodiques" peuvent être utilisés sciemment pour échapper à la surveillance des plateformes.

"On voit des gens malveillants ou des agents de la désinformation étiqueter leur contenu comme de la satire tout en sachant qu'il sera partagé sans cette mention", explique-t-elle à

l'AFP. C'est devenu "une stratégie pour faire de l'argent ou semer la discorde", ajoute-t-elle.

Les plateformes sont aussi confrontées à un dilemme, la satire ou la caricature étant considérées aux Etats-Unis et ailleurs comme un élément important du discours politique et protégé implicitement par la Constitution ou les lois sur la presse.

Sa mention sur un site peut éviter à celui-ci d'être soumis à l'algorithme de Facebook - censé rendre les informations manipulées moins visibles - et, dans certains cas, échapper aux vérificateurs.

Pendant la campagne présidentielle américaine de 2020, le site de vérification PolitiFact de l'Institut Poynter a trouvé plus de 100 sites internet publiant des informations parodiques, sans avertissement explicite.

C'est, selon PolitiFact, "une tactique courante des désinformateurs pour gagner de l'argent en ligne" grâce à la publicité générée par sa diffusion en masse.

Les histoires sur Bill Gates et Tom Hanks proviennent du site Real Raw News, selon lequel les articles diffusés sont à caractère "informatif, éducatif et divertissant" et "contiennent de l'humour, de la parodie et de la satire".

Un autre article abondamment partagé affirme que le corps de Walt Disney, mort en 1966, a été cryogénisé et qu'il va bientôt être décongelé... Le fondateur de l'empire Disney a pourtant été incinéré.

Il a été publié par le site Daily News Reported, dont la devise est "Pas vraiment quotidien, pas vraiment de l'info" et qui s'identifie comme un "faux journal satirique et site d'humour".

Le nombre d'articles farfelus, tous écrits par "admin", devraient faire tiquer les internautes mais certains lecteurs ont du mal à séparer la vérité de la fiction, affirme Kelly Garrett, qui enseigne la communication à l'Université Ohio State.

"Si vous ne connaissez pas le sujet, vous lisez un titre qui ressemble à beaucoup d'autres", dit-il. "Et ce qui aurait pu paraître insensé il y a dix ans devient plus crédible".

En 2017, en pleine élection prési-

dentielle en France, une fausse interview du futur vainqueur Emmanuel Macron publiée un an auparavant sur le célèbre site parodique Le Gorafi avait créé une énorme polémique.

"Quand je serre la main d'un pauvre, je me sens sale pour toute la journée", affirmait le "jeune et beau" ministre de l'Economie. Ces propos totalement inventés avaient pourtant été relayés par des internautes outrés.

Comme Le Gorafi français, The Onion aux Etats-Unis et The Beaverton au Canada sont des sites parodiques reconnus.

Mais d'autres cultivent plus l'ambiguïté, comme le Babylon Bee, à tendance plutôt conservatrice et auteur de l'info sur le pape, ou de celle affirmant que le chef du groupe Etat islamique, Abou Bakr al-Baghdadi, a décidé de déposer les armes, convaincu par un appel à l'amour universel de la chanteuse Katy Perry.

Selon une étude de l'Ohio State en 2019, 28% des républicains et 14% des démocrates admettaient croire aux "infos" du Babylon Bee. L'ex-président Donald Trump en a retweeté une en 2020.

Moins de personnes croient aux parodies de The Onion, mais les démocrates sont plus susceptibles de les prendre pour argent comptant.

Kelly Garrett, qui a dirigé l'étude, estime pourtant que la vérification de sites parodiques pourrait être moins efficace pour limiter la propagation de la désinformation.

"Si vous dites que c'est passé par la vérification, il y a une dimension politique", dit-il. "Si vous dites que c'est bidon, c'est plus persuasif".

Macron dévoile un plan d'investissement pour se projeter vers 2030

Après la relance, l'investissement: Emmanuel Macron dévoile mardi "France 2030", un plan de plusieurs dizaines de milliards d'euros pour créer des champions dans les technologies d'avenir capables de rivaliser avec les géants chinois et américains.

Avec ce discours, prononcé à l'Elysée devant des étudiants et des chefs d'entreprise, le chef de l'Etat va se projeter bien au-delà de la présidentielle de 2022, et chercher à cultiver son image de réformateur face à des candidats qui déplorent le "déclin" de la France.

Retardé par la crise du Covid-19, ce "plan d'investissement" a comme objectif de "bâtir la France de 2030 et de faire émerger dans notre pays et en Europe les champions de demain qui, dans les domaines du numérique, de l'industrie verte, des biotechnologies ou encore dans l'agriculture, dessineront notre avenir", a expli-

qué Emmanuel Macron en juillet.

Depuis, le projet s'est affiné et le chef de l'Etat annoncera "un chiffre clair, précis et daté dans le temps" de son montant, indique son entourage. Il devrait concerner une trentaine de milliards d'euros sur cinq ans, selon des estimations.

Dans un contexte de forte reprise économique après la récession historique de 2020 engendrée par la crise sanitaire, "c'est le moment de préparer la France aux succès économiques des vingt ou trente prochaines années", a défendu le ministre de l'Economie Bruno Le Maire, lors de la présentation du projet de budget 2022.

Il a notamment cité les secteurs de l'hydrogène - déjà en bonne place dans le plan de relance de 100 milliards d'euros mis en place l'an dernier -, des semi-conducteurs - victime d'importantes pénuries au niveau mondial -, ou encore de l'intelligence artificielle et de l'avion bas carbone.

Avec l'objectif d'accompagner la transition écologique.

Le nucléaire, qui s'impose comme l'un des sujets de la campagne en raison de la flambée des prix de l'énergie, devrait aussi figurer en bonne place. Le gouvernement veut "investir dans l'outil nucléaire" et "les énergies renouvelables en même temps", a expliqué vendredi Stanilas Guérini, le délégué général de LREM. "Cela peut passer par la construction de nouvelles centrales, des modèles plus petits (SMR), plus rapides" tout en continuant le développement "des modèles EPR", selon lui.

Alors qu'en matière d'innovation les nouveaux acteurs sont parfois plus performants que les entreprises installées, Emmanuel Macron souhaite que "France 2030" permette de "réconcilier cette France des start-up et cette France de l'industrie".

L'objectif est de "retrouver le

chemin de l'indépendance française et européenne", selon l'Elysée, au moment où la crise montre la forte dépendance de l'industrie à l'égard de l'Asie pour de nombreux produits et composants essentiels.

Il s'agit également "d'augmenter la productivité de la France, réindustrialiser le pays et nous permettre de reprendre des parts de marché à l'exportation", a détaillé Bruno Le Maire. D'éviter aussi le "déclassement" économique de la France, derrière la Chine et les Etats-Unis.

Le plan comprendra pour cela un volet "compétences et métiers" afin d'assurer la transmission des savoirs et l'engagement des jeunes.

L'annonce de ce plan devrait relancer les critiques de l'opposition sur "la frénésie" de dépenses, qui creusent un endettement record, à six mois de la présidentielle. Pour la droite, Emmanuel Macron fait "campagne avec le chèque de

la France", a dénoncé Xavier Bertrand, tandis que Valérie Pécresse l'accusait de "cramer la caisse".

"C'est le moment d'investir", leur a répliqué Bruno Le Maire, en expliquant que les taux d'intérêt bas permettaient un endettement à moindre coût. Pour sa part, le Haut conseil des finances publiques, chargé d'évaluer la crédibilité budgétaire du gouvernement, a regretté que le plan ne soit pas intégré au projet de budget pour 2022. Il devrait l'être par amendement lors du débat parlementaire sur le texte.

Ces dernières semaines, le gouvernement a multiplié les réunions de "consultations" de différents secteurs économiques, d'élus et des partenaires sociaux pour finaliser "France 2030". Le ministre de l'Economie était encore vendredi matin sur le campus de l'université de technologie de Compiègne (Oise) pour échanger avec des étudiants.

Le "bureau à bonbons", arme secrète des sénateurs américains lors des votes marathon

C'est un simple pupitre en acajou, comme celui des 99 autres sénateurs, mais celui-ci renferme un pouvoir secret sucré, capable de rassembler démocrates et républicains dans un Congrès américain profondément divisé: le "bureau à bonbons" abrite depuis plus d'un demi-siècle chocolats et confiseries.

Prêt à adoucir les longues séances de votes nocturnes et même les procès en destitution, le trésor se cache au dernier rang, du côté républicain, vers l'une des portes les plus passantes.

La mission est cruciale: le sénateur qui l'occupe doit s'assurer que son tiroir est toujours plein. Surtout lors de semaines d'intenses négociations comme celles que vient de traverser le Congrès, sur les colossaux plans d'investissements de Joe Biden, la dette des Etats-Unis et le budget.

"Je peux vous garantir que le bureau à bonbons est actuellement, et continuera à être, bien rempli", confie à l'AFP son occupant, le sénateur de la Pennsylvanie Pat Toomey.

Coïnçés parfois pendant toute la nuit au Sénat en attendant un vote décisif, les parlementaires, dont près d'une trentaine ont plus de 70 ans, puisent un regain d'énergie dans ces douceurs.

Pendant le premier procès en destitution de Donald Trump, en 2020, l'équipe du républicain Toomey avait ainsi transporté des cartons entiers de sucreries à travers les couloirs du Sénat, pour que son pupitre reste approvisionné pendant les longues heures d'auditions.

Le sénateur s'occupe depuis 2015 de ce tiroir méconnu du grand public, dont peu d'images existent à cause des règles strictes interdisant les photos dans l'hémi-



cycle.

Pour lui, il est "logique que le sénateur de la Pennsylvanie occupe le bureau à bonbons puisque nous sommes les premiers confiseurs d'Amérique et du monde".

Avec notamment la marque Hershey's, la Pennsylvanie abrite quelque 200 confiseurs qui emploient environ 10.000 personnes, d'après M. Toomey.

Une règle interdit aux sénateurs d'accepter les cadeaux mais il existe des exceptions, comme pour les produits peu coûteux venant de leurs Etats et voués à être distribués.

Cette tradition est née en 1968 lorsqu'un républicain de Califor-

nie, l'acteur et danseur George Murphy, était installé à ce bureau. Connu pour sa gourmandise, il avait alors invité ses collègues à partager ses réserves de bonbons, cachées dans le tiroir.

Depuis, la douce habitude a perduré avec les autres républicains assis à ce bureau, comme John McCain mais aussi Rick Santorum, qui y était installé pendant le procès en destitution de Bill Clinton, dans l'affaire Monica Lewinsky.

"Cela joue vraiment un rôle important pour maintenir les sénateurs éveillés pendant ces longues heures de témoignages", racontait-il à la radio NPR en janvier 2020.

Selon cet ex-sénateur de la Pennsylvanie, l'équipe d'avocats du président démocrate s'était plainte à l'époque d'être privée de bonbons.

M. Santorum avait reconnu l'injustice et s'était assuré qu'ils reçoivent assez de sucreries pendant le reste du procès, malgré les batailles politiques acharnées.

Alors, oubliées les divisions autour de ces bonbons? Pas si vite.

"C'est moi qui gère le bureau à bonbons!", lance le démocrate Cory Booker à l'AFP.

Pat Toomey distribue les friandises du côté républicain "et moi du côté démocrate", insiste le sénateur du New Jersey qui, pendant

les procès en destitution de Donald Trump, avait régalé son camp de M&Ms, fabriqués dans son Etat depuis les années 40.

"Beaucoup de mes collègues, particulièrement le chef" de la majorité Chuck Schumer, "mangent mes M&Ms", insiste, plein d'entrain, cet ex-candidat aux primaires de la présidentielle américaine.

Alors en donne-t-il aussi aux républicains?

"Maintenant que j'y pense, je me demande pourquoi je n'en ai jamais mis dans le bureau de Toomey", reconnaît-il en se disant désormais "motivé" à le faire au plus vite. "Les petits actes de bonté font avancer le monde".

Des responsables talibans et une délégation américaine discutent des relations bilatérales

Les talibans afghans ont annoncé samedi qu'une délégation de haut niveau de leur gouvernement avait rencontré une délégation américaine dans la capitale qatarienne Doha, dans ce qui constitue la première réunion de ce type depuis le retrait des Etats-Unis d'Afghanistan fin août et la première visite à l'étranger des représentants du gouvernement taliban.

Selon Amir Khan Muttaqi, ministre des Affaires étrangères par intérim de la nou-

velle administration, les deux parties ont discuté de l'ouverture d'un nouveau chapitre des relations bilatérales, et les responsables talibans ont demandé aux Etats-Unis de lever l'interdiction portant sur les avoirs gelés à la Banque centrale afghane.

La délégation des talibans a également exhorté les Etats-Unis à respecter la souveraineté de l'espace aérien afghan et à ne pas s'ingérer dans les affaires du pays, a poursuivi le ministre, soulignant que l'ac-

cent a été mis sur l'aide humanitaire et la mise en œuvre de toutes les dispositions de l'Accord de Doha conclu entre les deux parties en février 2020.

La délégation rencontrera dans les prochains jours des représentants de l'Union européenne pour discuter des derniers développements, a ajouté M. Muttaqi.

Par ailleurs, le compte Twitter d'un porte-parole des talibans a affirmé qu'une délégation de haut niveau diri-

gée par le ministre s'était rendue vendredi à Doha pour rencontrer des responsables qatariens et des représentants d'autres pays au sujet de la situation politique actuelle et des relations extérieures du pays.

D'après des déclarations officielles, le Qatar joue un rôle majeur dans la question afghane, car il a facilité l'évacuation et le transfert de dizaines de milliers de personnes de Kaboul, a aidé à rouvrir l'aéroport de Kaboul

pour lui permettre de recevoir de l'aide et des vols, et a fourni une aide financière à l'Afghanistan estimée à 50 millions de dollars.

Les talibans ont un bureau politique à Doha depuis 2013. La capitale qatarienne a pendant des années été témoin de négociations entre les talibans et les Etats-Unis et c'est là que l'accord de paix entre les deux parties, qui prévoyait le retrait des forces étrangères d'Afghanistan, a été signé en février de l'année dernière.

Une crise financière made in China ?

Alors que le Fonds monétaire international et la Banque mondiale préparent leur réunion annuelle la semaine prochaine, tous les regards sont tournés vers Evergrande, le deuxième promoteur immobilier de Chine, qui ne peut apparemment pas rembourser environ 300 milliards de dollars qu'il doit actuellement aux banques, aux obligataires, aux employés et fournisseurs. Alors que le géant de l'immobilier est au bord de la faillite, le monde est contraint d'envisager un scénario qu'il n'avait jamais sérieusement prévu : une crise financière made in China.

Les observateurs ont rapidement établi des parallèles entre la débâcle d'Evergrande et les crises passées. Certains le comparent au krach de 2008 de la banque d'investissement américaine Lehman Brothers, qui a déclenché une crise bancaire et financière massive. D'autres se souviennent du quasi-effondrement du fonds spéculatif Long-Term Capital Management en 1998, qui n'a été évité que par un renflouement de la Réserve fédérale américaine pour protéger les marchés financiers. D'autres encore évoquent l'effondrement de la bulle immobilière japonaise dans les années 90.

Dans tous ces cas, la combinaison d'un effet de levier excessif et d'actifs surevalués a déclenché une instabilité. Mais aucun n'offre vraiment un aperçu de la situation à Evergrande, en raison des particularités du système bancaire et financier chinois, qui est guidé par la politique et non par les marchés.

Alors qu'un pays comme les Etats-Unis peut fournir un plan de sauvetage lorsque l'effondrement financier semble imminent, la Chine intervient régulièrement sur les marchés des capitaux et tolère peu de risques pour la stabilité financière. Les autorités monétaires chinoises sont donc bien placées pour gérer les problèmes financiers des entreprises nationales, protéger les entreprises en difficulté de la contagion, garantir des coûts d'emprunt bas et fournir des renflouements sélectifs.

En organisant de tels sauvetages, il est peu probable que les autorités chinoises se posent la question de savoir si une entreprise est vraiment «trop grosse pour faire faillite», comme l'ont fait les autorités américaines à l'époque avant la faillite de Lehman Brothers. La Chine préférerait de loin risquer un aléa moral plutôt que de mettre en péril la stabilité financière.

Compte tenu de cela, il est probablement prudent de supposer que la Chine interviendra pour gérer l'effondrement d'Evergrande. Mais l'épisode laissera néanmoins deux cicatrices ma-



jeures sur l'économie chinoise.

Tout d'abord, comme les investisseurs étrangers ne seront pas à l'abri, la confiance s'en ressentira un peu, notamment sur le marché du crédit offshore chinois, particulièrement exposé aux risques d'Evergrande. Les rendements des obligations en dollars indésirables de la Chine ont bondi à environ 15%, leur plus haut niveau depuis environ une décennie.

Depuis sa création en 2010, le marché offshore est au cœur de la stratégie chinoise visant à faire du renminbi une monnaie internationale liquide et librement utilisable, car il permet de contourner les contrôles de capitaux nationaux. Mais les investisseurs étrangers ont été extrêmement prudents quant à la négociation d'actifs libellés en renminbi sur ce marché. La saga Evergrande renforcera leurs craintes, du moins pour l'instant, obligeant la Chine à repenser sa stratégie en renminbi.

La deuxième cicatrice sera sur l'économie réelle de la Chine. Le secteur immobilier représente près de 30% du PIB de la Chine, contre 19% aux États-Unis. Et la valeur ajoutée immobilière contribue pour environ 6,5% au PIB de la Chine. (Si les contributions indirectes, telles que les investissements en capital fixe, sont prises en compte, la contribution du secteur à la croissance chinoise est encore plus importante.)

L'implosion d'Evergrande pourrait donc avoir de graves conséquences pour l'emploi et la croissance. S'il déclenche une baisse des cours

boursiers et immobiliers – le logement représente 78% des actifs chinois, contre 35% pour les États-Unis – la confiance des consommateurs, et donc la consommation, pourrait également en pâtir.

La question est de savoir si la Chine sera en mesure de contenir la crise d'Evergrande et d'éviter que ses conséquences ne se propagent aux marchés financiers mondiaux. Jusqu'à présent, on s'attend à ce que la Chine réussisse à circonscrire le problème. Même si Evergrande s'effondre, selon la logique, le système bancaire et financier chinois est suffisamment robuste et résilient pour y résister. En outre, la réponse politique à toute instabilité serait très probablement efficace, correspondant en vitesse et en ampleur à la décision de la Fed en 2008 de soutenir le système bancaire américain. Plusieurs outils politiques, y compris l'assouplissement monétaire et budgétaire, sont disponibles.

Mais rien ne garantit que la réponse politique ne sera pas en retard sur les événements, des considérations politiques pouvant entraver l'action. Dans ce cas, le reste du monde en ressentirait les effets.

Depuis la crise financière mondiale de 2008, le système financier chinois s'est développé pour devenir l'un des plus importants au monde, avec des actifs financiers représentant près de 470% du PIB. Et il est devenu plus intégré au reste du monde grâce aux flux d'investissement et aux prêts directs. Mais alors que le système financier chinois est désormais

d'importance systémique, il n'est pas certain que le filet de sécurité financière internationale – fourni par les institutions financières multilatérales, notamment le FMI – se soit suffisamment étendu pour s'adapter à cela.

Ce filet de sécurité est actuellement estimé à environ 2,7 billions de dollars (sur la base des ressources financières immédiatement disponibles, sans compter les ressources pré-engagées). C'est moins que les réserves de change de la Chine – actuellement environ 3,2 billions de dollars. Serait-ce suffisant pour éviter la catastrophe en cas de crise systémique made in China ? Les États-Unis – le principal actionnaire du FMI – accepteraient-ils même que le Fonds fournisse une assistance et des ressources adéquates pour parer à une telle crise ?

Heureusement, ce scénario semble encore improbable. Mais il ne faut pas le rejeter d'emblée. Après tout, combien d'événements à faible probabilité se sont produits au cours des deux dernières décennies ?

À tout le moins, la crise d'Evergrande devrait nous sortir de notre complaisance face aux risques financiers mondiaux. Nous devons renforcer la résilience, et non politiser l'architecture financière multilatérale. Et si une crise financière systémique frappe la Chine, nous devons savoir qui interviendra pour sauver le reste du monde – et comment.

Par Paola Subacchi

*Professeur d'économie internationale
au Queen Mary Global Policy
Institute de l'Université de Londres*

Un lifting pour Facebook



Si le témoignage de la lanceuse d'alerte Frances Haugen, une ancienne data scientist de Facebook, devant un sous-comité du Sénat américain, nous a dit quelque chose, c'est qu'on ne peut pas compter sur les entreprises technologiques pour se régler. Et pourquoi devraient-ils l'être? C'est un principe de base de l'économie moderne que les gouvernements imposent les conditions de fonctionnement des entreprises. La vraie question est de savoir comment les gouvernements peuvent exercer au mieux cette autorité en ce qui concerne le secteur de la technologie.

Facebook, Google, Amazon et d'autres entreprises technologiques ont été autorisés à développer des modèles commerciaux sans précédent basés sur la surveillance qui incluent la capture incessante de données personnelles, y compris les emplacements géographiques, et la manipulation d'utilisateurs avec un contenu hyper-ciblé. Et pourtant, comme l'a déclaré Haugen, « presque personne en dehors de Facebook ne sait ce qui se passe à l'intérieur de Facebook. » Le KGB aurait été envieux.

Mais les entreprises technologiques ont également un objectif utile. Ils ont construit une grande partie de l'infrastructure publique de l'ère numérique, y compris les moteurs de recherche, les portails mondiaux d'actualités et de réseaux sociaux, les applications de navigation GPS, les marchés commerciaux et d'emploi en ligne, et les plateformes de cinéma, de musique et de diffusion en direct.

Pour permettre aux plateformes numériques de continuer à jouer un rôle bénéfique, tout en minimisant leurs dommages, les gouvernements devraient exiger d'elles qu'elles obtiennent des «licences d'exploitation numériques». Il existe de nombreux précédents à ce sujet : des épiceries aux centrales nucléaires en passant par les installations de fabrication de produits pharmaceutiques, les entreprises traditionnelles doivent obtenir diverses licences et permis avant de pouvoir commencer leurs activités, notamment pour assurer la sécurité des travailleurs, des clients, de l'environnement et la communauté locale.

De même, pour obtenir une licence d'exploitation numérique, les entreprises technologiques devraient remplir certaines conditions. La première serait d'obtenir l'autorisation explicite des utilisateurs avant de collecter des données personnelles, en utilisant un système de consentement «opt-in» au lieu d'un système «opt-out» qui doit être périodiquement renouvelé.

Depuis que les entreprises technologiques ont développé leurs modèles économiques pour la première fois, les données privées des utilisateurs sont devenues leur véritable vache à lait. Les entreprises vendent des profils psychographiques d'utilisateurs à des annonceurs et à des agents politiques, qui les ciblent ensuite avec du contenu manipulateur. Il y a aussi eu des fuites. En 2014, par exemple, le cabinet de conseil politique Cambridge Analytica a collecté des informations sur les profils Facebook de plus de 87 millions d'utilisateurs, informations qu'il a utilisées pour tenter d'influencer les électeurs. Cinq ans plus tard, Facebook a divulgué les données privées de 530 millions d'utilisateurs.

Les responsables technologiques soutiennent que leurs saisies de données profitent aux utilisateurs en leur donnant des publicités personnalisées qui répondent à leurs désirs individuels. Mais combien de fois avez-vous besoin de voir des publicités pour des chaussures de randonnée, surtout après les avoir achetées? Les risques du modèle économique de surveillance-capitalisme dépassent de loin les avantages.

Le permis d'exploitation numérique pourrait également obliger les entreprises à assurer la compatibilité avec le «middle-ware», un logiciel tiers qui aide les utilisateurs à gérer leur expérience en ligne. Un logiciel qui bloque les publicités en ligne en est un exemple. Une autre est une application pour smartphone qui permet aux utilisateurs d'activer et de désactiver la collecte de données et le suivi de localisation selon leurs besoins, en appuyant simplement sur un bouton. Vous voulez appeler un taxi? Activez le suivi de localisation pour que le conducteur sache où vous trouver, puis désactivez-le - plus de suivi et aucune donnée de transaction conservée. Si cette fonction-

nalité – dont une version limitée est désormais incluse dans l'iPhone iOS d'Apple – se généralise, elle pourrait bouleverser le modèle de «saisie de données à but lucratif» de Facebook.

D'autres middleware pourraient cibler les «modèles sombres» dans la conception de la plate-forme : des astuces d'engagement telles que le défilement infini, la lecture automatique, les fenêtres contextuelles et les recommandations automatisées, qui permettent aux utilisateurs de cliquer et de consulter. Des plateformes comme Facebook déploient de tels «nudges comportementaux» pour s'assurer que les utilisateurs continuent de voir des publicités – la plus grande source des 86 milliards de dollars de revenus annuels de Facebook.

Le système de permis numérique pourrait également aider à résoudre le problème de monopole de Big Tech. Par exemple, Facebook, avec ses 2,8 milliards d'utilisateurs, possède WhatsApp (deux milliards d'utilisateurs) et Instagram (1,1 milliard d'utilisateurs). Mais alors que l'appel croissant à l'application des lois antitrust a du mérite, ces trois plates-formes seraient des mastodontes même séparément.

Un permis numérique pourrait aider à réduire la part de marché des principales plateformes de médias sociaux en imposant des limites strictes à la taille de l'audience : chaque élément de contenu généré par les utilisateurs pourrait être diffusé, disons, à pas plus de 1.000 personnes. C'est beaucoup plus de personnes que la plupart des utilisateurs ne connaissent réellement ou avec lesquelles ils ont des contacts réguliers, ce qui ne constitue donc guère une privation. Le critique des médias sociaux Tristan Harris suggère que Facebook désactive son bouton Partager/Rep Partager après qu'un élément de contenu a été consulté à deux «sauts» de l'auteur. Facebook sait que cette approche fonctionne : il en a déployé une version lors de l'élection présidentielle américaine de 2020.

Bien sûr, il y aurait des exceptions, y compris des nouvelles, des informations, de la musique et des vidéos légitimes de dirigeants, d'artistes et de penseurs. Les plateformes technologiques disposent déjà

d'équipes de modérateurs humains – Facebook en emploie 15.000 – qui pourraient être chargés d'identifier ce «contenu d'intérêt public». Cette approche réduirait la propagation des fausses nouvelles et de la désinformation en introduisant des frictions nécessaires dans le flux d'informations, et serait une bien meilleure utilisation du temps des modérateurs que de continuer à jouer à des cinglés.

Un tel système reconnaît que les plateformes comme Facebook, Twitter et YouTube ne sont pas simplement des «places publiques», mais aussi des éditeurs et des diffuseurs. En tant que tels, ils ont beaucoup plus en commun avec le New York Times, la BBC et le Sun que de nombreux analystes n'ont voulu l'admettre.

En fait, ils opèrent à une échelle beaucoup plus grande que n'importe lequel de ces points de vente. Facebook est le plus grand éditeur de médias de l'histoire et YouTube est le plus grand diffuseur de médias visuels. Une étude a révélé que seulement 100 informations erronées sur le Covid-19 ont été partagées 1,7 million de fois et vues 117 millions de fois sur Facebook.

Les plateformes de médias sociaux n'ont pas hésité à exercer leur pouvoir en tant qu'éditeurs. Après le saccage du Capitole américain le 6 janvier, ils ont décidé d'arrêter de «publier» le président américain de l'époque, Donald Trump. Plus tôt cette année, Facebook a empêché toute l'Australie d'accéder aux informations sur ses flux lors d'un différend sur le partage des revenus publicitaires. Google a fait de même avec l'Espagne en 2014.

L'introduction de permis d'exploitation numériques permettrait aux plateformes de médias sociaux de rester des agoras de liberté d'expression pour les petites assemblées d'amis, de familles et d'associés en réseau, tout en réduisant considérablement la viralité des fausses nouvelles et de la désinformation. C'est ainsi que Facebook fonctionnait à ses débuts, quand c'était encore une invention cool.

Par Steven Hill

*Ancien directeur des politiques
au Center for Humane Technology*

Office National de l'Électricité et de l'Eau Potable (ONEE)
Branche Eau
Direction Régionale
DRAA-TAFILALET
Etude et travaux topographiques et parcellaires relatifs à la régularisation des terrains, réalisation de bornage d'immatriculation et établissement des dossiers techniques cadastraux pour les parcelles abritant les ouvrages ONEE. - Lot bornage d'immatriculation et dossiers techniques cadastraux.
Avis d'Appel d'Offres ouverts

N°74/DRD/CA/D/2021
Séance publique
La Direction Régionale DRAA-TAFILALET de l'ONEE-Branche Eau, sise à Meknès lance l'appel d'offres ouvert relatif à l'étude et travaux topographiques et parcellaires relatifs à la régularisation des terrains, réalisation de bornage d'immatriculation et établissement des dossiers techniques cadastraux pour les parcelles abritant les ouvrages ONEE. - Lot bornage d'immatriculation et dossiers techniques cadastraux. Les pièces justificatives à

fournir sont celles prévues par l'article 10 du règlement de la consultation.
Cette consultation est ouverte uniquement aux petites et moyennes entreprises nationales telles que définies par l'article n°1 de la loi n°53-00 formant charte de la petite et moyenne entreprise.
L'estimation du coût des prestations s'élève à : 320.000,00 DH TTC. Le montant du cautionnement provisoire est fixé à : 3.200,00 DH.
Le dossier d'appel d'offres est consultable et téléchargeable

sur le portail des marchés publics à l'adresse : <https://www.marchespublics.gov.ma/>. Le dossier d'appel d'offres peut être retiré à l'adresse suivante :
Bureau d'Ordre de la Direction Régionale DRAA-TAFILALET de l'ONEE-Branche Eau Adresse : 20, Rue Antsirabe BP 54 VN Meknès.
Les dossiers d'appel d'offres sont remis gratuitement aux candidats.
Les plis des concurrents, établis et présentés conformément aux prescriptions du règlement de la consultation, doivent être :
- Soit déposés contre récépissé au Bureau d'Ordre de la Direction Régionale DRAA-TAFILA-

LET de l'ONEE-Branche Eau, sise à 20, Rue Antsirabe BP 54 VN Meknès avant la date et l'heure fixées pour la séance publique d'ouverture des plis.
- Soit envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception au Bureau d'Ordre de la Direction Régionale DRAA-TAFILALET de l'ONEE-Branche Eau, sise à 20, Rue Antsirabe BP 54 VN Meknès avant la date et l'heure de la séance publique d'ouverture des plis.
- Soit remis à la commission d'appel d'appel en début de la séance publique d'ouverture des plis.
L'ouverture publique des plis aura lieu le Mercredi

10/11/2021 à 10 H 00 à la Direction Régionale DRAA-TAFILALET de l'ONEE-Branche Eau, sise à 20, Rue Antsirabe BP 54 VN Meknès.
L'ouverture des plis se fait en un seul temps
Les demandes d'éclaircissement doivent être formulées uniquement sur le portail des marchés publics.
Le règlement des achats de l'ONEE et les cahiers généraux sont consultables et téléchargeables à partir du site internet des achats de l'ONEE-Branche Eau à l'adresse : <http://www.onep.ma> (Espace entreprise - rubrique Achats)
N°8505/PC

Royaume du Maroc

Ministère de l'Éducation Nationale, de la Formation Professionnelle, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
Académie Régionale d'Éducation et de Formation
Région de Marrakech Safi
Direction provinciale de Chichaoua

AVIS D'APPEL D'OFFRES
OUVERT SUR OFFRES DE PRIX
N° : 24/2021/CH/IN/1
« Séance publique »

Le 02 novembre 2021 à 11 Heures, il sera procédé dans les bureaux de Monsieur le directeur provincial du MENFPESRS à Chichaoua (Av. Mohamed VI, Hay Mohammadi – CU Chichaoua), à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres sur offres de prix, pour :

lot n°	OBJET	Montant de l'Estimation
01	le contrôle technique des études et le contrôle des travaux de remplacement de trente et un (31) salles en préfabriqué par des salles en dur (structure en béton armé) aux établissements d'enseignement primaires implantés aux cercles administratifs Chichaoua et Imintanoute	62 000.00 dhs (soixante-deux mille dhs)
02	le contrôle technique des études et le contrôle des travaux de remplacement de vingt-neuf (29) salles en préfabriqué par des salles en dur (structure en béton armé) aux établissements d'enseignement primaires implantés aux cercles administratifs Mejjat et Mtouga	58 000.00 dhs (cinquante-huit mille dhs)

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré au Service des affaires administratives et financières, des constructions, d'équipement et du patrimoine. Il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés publics : www.marchespublics.gov.ma

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du décret n° 2-12-349 relatif aux marchés publics.

Les concurrents peuvent :


- soit envoyer leurs plis par courrier recommandé avec accusé de réception aux bureaux du Service des affaires administratives et financières, des constructions, d'équipement et du patrimoine, Avenue Mohamed VI, Hay Mohammadi, CHICHAOUA;
- soit les déposer contre récépissé dans les bureaux précités ;
- soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis ;

*En application des dispositions du décret précité et celles de l'arrêté n° 20-14 du 4 septembre 2014 relatif à la dématérialisation des procédures des marchés publics, les concurrents peuvent soumissionner électroniquement dans le cadre de cet appel d'offres au portail des marchés de l'état « www.marchespublics.gov.ma ».

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 4 du règlement de la consultation.

NB : Cet avis d'appel d'offres est strictement Réservé aux petites et moyennes entreprises et aux coopératives, aux unions de coopératives

N°8509/PA

Royaume du Maroc

Ministère de l'Éducation Nationale, de la Formation Professionnelle, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
Académie Régionale d'Éducation et de Formation
Région de Marrakech Safi
Direction provinciale de Chichaoua

AVIS D'APPEL D'OFFRES
OUVERT SUR OFFRES DE PRIX
N° : 24/2021/CH/IN/1
« Séance publique »

Le 02 novembre 2021 à 11 Heures, il sera procédé dans les bureaux de Monsieur le directeur provincial du MENFPESRS à Chichaoua (Av. Mohamed VI, Hay Mohammadi – CU Chichaoua), à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres sur offres de prix, pour :

lot n°	OBJET	Montant de l'Estimation
01	le contrôle technique des études et le contrôle des travaux de remplacement de trente et un (31) salles en préfabriqué par des salles en dur (structure en béton armé) aux établissements d'enseignement primaires implantés aux cercles administratifs Chichaoua et Imintanoute	62 000.00 dhs (soixante-deux mille dhs)
02	le contrôle technique des études et le contrôle des travaux de remplacement de vingt-neuf (29) salles en préfabriqué par des salles en dur (structure en béton armé) aux établissements d'enseignement primaires implantés aux cercles administratifs Mejjat et Mtouga	58 000.00 dhs (cinquante-huit mille dhs)

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré au Service des affaires administratives et financières, des constructions, d'équipement et du patrimoine. Il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés publics : www.marchespublics.gov.ma

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du décret n° 2-12-349 relatif aux marchés publics.

Les concurrents peuvent :

- soit envoyer leurs plis par courrier recommandé avec accusé de réception aux bureaux du Service des affaires administratives et financières, des constructions, d'équipement et du patrimoine, Avenue Mohamed VI, Hay Mohammadi, CHICHAOUA;
- soit les déposer contre récépissé dans les bureaux précités ;
- soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis ;

*En application des dispositions du décret précité et celles de l'arrêté n° 20-14 du 4 septembre 2014 relatif à la dématérialisation des procédures des marchés publics, les concurrents peuvent soumissionner électroniquement dans le cadre de cet appel d'offres au portail des marchés de l'état « www.marchespublics.gov.ma ».

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 4 du règlement de la consultation.

NB : Cet avis d'appel d'offres est strictement Réservé aux petites et moyennes entreprises et aux coopératives, aux unions de coopératives

N°8506/PA

ROYAUME DU MAROC
MINISTRE DE L'INTERIEUR
PROVINCE EL KELAA DES SRGHINA
CERCLE EL KELAA
CAIDAT OULED BOUALI
COMMUNE TERRITORIEL EDDACHRA

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT
N°:02/2021

Il sera procédé au bureau du président de la CR EDDACHRA à l'ouverture des plis relatifs aux appels d'offres ouverts sur offre de prix indiqués dans le tableau ci-dessous :

N° MARCHE	Objet d'appel d'offre	Estimation En Dhs	Caution provisoire	Date	Heure
02/2021	LOCATION DU SOUK HEBDOMADAIRE DU 01/01/2022 AU 31/12/2022	216000.00 TTC	8000.00 dh	09/11/2021	10h
03/2021	LOCATION ABATTOIR COMMUNAL DU 01/01/2022 AU 31/12/2022	12000.00 dhs	2000.00 dh		10h30

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré au service des marchés de cette commune. Il peut être également téléchargé à partir du portail des marchés publics suivant : www.marchespublics.gov.ma


Le contenu, la présentation, ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du décret n° 2.12.349 du 8 joudma 1 1434 (20 mars 2013). Relatif aux marchés publics.

Les concurrents peuvent :

- soit envoyer leurs plis, par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité.
- soit déposer contre récépissé leurs plis dans le bureau du service des marchés.
- Soit soumissionner électroniquement via la plate forme de marchés publics.
- soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance avant l'ouverture des plis.

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 02 du règlement de la consultation;

N°8508/PA

Royaume du Maroc

Ministère de l'Éducation Nationale, de la Formation Professionnelle, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
Académie Régionale d'Éducation et de Formation
Région de Marrakech Safi
Direction provinciale de Chichaoua

AVIS D'APPEL D'OFFRES
OUVERT SUR OFFRES DE PRIX
N° : 23/2021/CH/IN/1
« Séance publique »

Le 02 novembre 2021 à 10 Heures, il sera procédé dans les bureaux de Monsieur le directeur provincial du MENFPESRS à Chichaoua (Av. Mohamed VI, Hay Mohammadi – CU Chichaoua), à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres sur offres de prix, pour :

lot n°	OBJET	Montant de l'Estimation
01	les études techniques et le suivi des travaux de remplacement de trente et un (31) salles en préfabriqué par des salles en dur (structure en béton armé) aux établissements d'enseignement primaires implantés aux cercles administratifs Chichaoua et Imintanoute	77 500.00 dhs (soixante-dix-sept mille cinq cents dhs)
02	les études techniques et le suivi des travaux de remplacement de vingt-neuf (29) salles en préfabriqué par des salles en dur (structure en béton armé) aux établissements d'enseignement primaires implantés aux cercles administratifs Mejjat et Mtouga	72 500.00 dhs (soixante-douze mille cinq cents dhs)

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré au Service des affaires administratives et financières, des constructions, d'équipement et du patrimoine. Il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés publics : www.marchespublics.gov.ma

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du décret n° 2-12-349 relatif aux marchés publics.

Les concurrents peuvent :

- soit envoyer leurs plis par courrier recommandé avec accusé de réception aux bureaux du Service des affaires administratives et financières, des constructions, d'équipement et du patrimoine, Avenue Mohamed VI, Hay Mohammadi, CHICHAOUA;
- soit les déposer contre récépissé dans les bureaux précités ;
- soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis ;

*En application des dispositions du décret précité et celles de l'arrêté n° 20-14 du 4 septembre 2014 relatif à la dématérialisation des procédures des marchés publics, les concurrents peuvent soumissionner électroniquement dans le cadre de cet appel d'offres au portail des marchés de l'état « www.marchespublics.gov.ma ».

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 4 du règlement de la consultation, notamment la production, pour les concurrents installés au Maroc, de la copie certifiée conforme à l'original du certificat d'agrément délivré par le ministère de l'équipement, du transport et de la logistique dans les domaines D14, D15 et D16. Ce certificat tient lieu de dossier technique.

NB : Cet avis d'appel d'offres est strictement Réservé aux petites et moyennes entreprises, aux coopératives et aux unions de coopératives

N°8507/PA

DINO STAR SARL.A.U.
I) Aux termes de la décision de l'Associé unique datée du 30/06/2021 de la société DINOSTAR SARL.A.U. au capital de 10.000,00 DHS dont le siège social est au 332, BOULEVARD BRAHIM ROUDANI, ETAGE 5, APPT N°21, RESIDENCE QUARTIER MAARIF, CASABLANCA, il a décidé ce qui suit :
1°) la clôture définitive de la liquidation de la société.
2°) la radiation de la société du registre de commerce.
II) Le dépôt légal est effectué au secrétariat greffe du tribunal de commerce le 05/10/2021 sous le N°795284

N°8510/PA

SYMBIONOVA SOLUTIONS
Société à responsabilité limitée au capital de 20.000,00 DHS (Vingt Mille dirhams)
Siège Social : 265, Bd Zerkouni, Etg 9 n° 92 Casablanca RC : 406575
Suivant décisions de L'AGE des associés de la société SARL « SYMBIONOVA SOLUTIONS », en date du 22 juin 2021 et après constatation de l'impossibilité de la société de réaliser son objet, les associés prononcent, par anticipation, sa dissolution et nomment M. Mohammed Anas Mouline liquidateur.
Le siège de la liquidation est fixé à : Casablanca, 265, Bd Zerkouni, Etg 9 n° 92
Le dépôt a été effectué au tribunal de commerce de Casablanca le 4 octobre 2021 sous le n° 795158.

N°8511/PA

CONSTITUTION
Par acte SSP, il a été établi les statuts d'une société à responsabilité limitée AU ayant les caractéristiques suivantes :
Dénomination : STE OUCHAN ALUM SARL AU
Objet : ENTREPRENEUR DE MENUISERIE ALUMINIUM, METALLIQUE OU EN PVC.
Gérance :
1- Mr. OUCHAN RACHID

Né le 28/07/1990, CIN N° R339471 Demeurant à 06 RUE ZAIR IMZOUEN AL HOCEIMA.
2- Capital : 100.000,00 DH
Capital Social
Mr. OUCHAN RACHID : 1000 PARTS.
Soit au total Mille PARTS : 1000 parts
Durée : 99 ans.
3- Siège Social: LOCAL 45 ROUTE NATIONAL N°02 IMZOUEN AL HOCEIMA.
Le dépôt a été effectué au greffe du tribunal de première instance d'Al-Hoceima, l'immatriculation au RC a été faite le 04/10/2021 /sous le n°3513.

N°8512/PA

ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE LA PÊCHE MARITIME, DE DÉVELOPPEMENT RURAL ET DES EAUX ET FORÊTS
DIRECTION REGIONALE DE L'AGRICULTURE DE DAKHLA OUED EDDAHAB
AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX N°05/DRADOE/2021 DU 04/11/2021 A 10 HEURES
(APPEL D'OFFRES RESERVE AUX PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES)

Le Jeudi 05 Novembre 2021, à 10 Heures, il sera procédé, dans la salle de la réunion de la Direction Provinciale de l'Agriculture de Dakhla sise Hay Mly Rachid avenue El Walaa Dakhla, à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offre sur offres de prix relatif à FOURNITURE, INSTALLATION ET MISE EN MARCHÉ DU MATÉRIEL TECHNIQUE POUR ÉQUIPEMENT DES UNITÉ DE VALORISATION DE COUSCOUS ET FROMAGE FRAIS, AU PROFIT DE L'UNION « RAIDATE AL JANOUB » ET LA COOPÉRATIVE « AJBAN DAKHLA » à Dakhla.

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré auprès des Bureaux de la Direction Régionale de l'Agriculture de Dakhla Oued Eddahab, sise Hay Mly Rachid avenue El Walaa . Il peut être également être téléchargé à partir du portail des marchés de l'état www.marchespublics.gov.ma.
Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de Mille neuf cents DIRHAMS (1900,00 DHS).
L'estimation du coût du Marché établie par le Maître d'ouvrage est fixée à la somme TTC de : Quatre-vingt-dix-huit Mille Dix Dirhams (98.010,0 DHS).
Le contenu, la présentation ainsi que dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du décret n° 2 - 12 - 349 précité.
Les concurrents peuvent :
- Soit envoyer, par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;
- Soit déposer contre récépissé leurs plis auprès du bureau des marchés relevant de la Direction Régionale de l'Agriculture de Dakhla Oued Eddahab, sise Hay Mly Rachid avenue El Walaa BP n° : 161 Dakhla ;
- Soit les remettre séance tenante au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.
- Soit déposer électroniquement dans le portail des marchés publics.
Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 8 du règlement de consultation

N°8513/PA

ROYAUME DU MAROC
Ministère de l'Équipement, du Transport, de la Logistique et de l'Eau
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA MÉTÉOROLOGIE
AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT N° 30/2021/DGM/SEGMA
Le présent Appel d'offres est réservé à la petite et moyenne entreprise nationale.
Le 04/11/2021 à 10h00, il sera procédé, dans les bureaux de la Direction Générale de la Météorologie à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres sur offres de prix pour la Réalisation des travaux d'aménagements hydro-agricoles de petite et moyenne hydraulique sur 8 Km prévus dans le cadre du Projet de Développement Rural des Montagnes de l'Atlas (PDRMA) de Beni Mellal.
Le dossier d'appel d'offres peut être retiré Du service support de la D.P.A, Rue de Safi Quartier Administratif Béni-Mellal, il peut être téléchargé à partir du portail des marchés publics (www.marchespublics.gov.ma)
Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de : Cinquante mille dirhams (50 000,00Dhs).
L'estimation des coûts des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme de: Maximum : 240 000,00 Dirhams TTC (Deux Cent Quarante Mille Dirhams Zéro Centimes TTC).
Minimum : 144 000,00 Dirhams TTC (Cent Quarante Quatre Mille Dirhams Zéro Centimes TTC).
Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du décret n°2-12-349 relatif aux marchés publics.
Les concurrents peuvent :
• Soit déposer, contre récépissé, leurs plis dans le bureau des marchés de la DPA de Beni Mellal
• Soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité.
• Soit les remettre séance tenante au Président de la Commission d'Appel d'Offres au début de la Séance, et avant l'ouverture des plis.
• Soit déposer par voie électronique au portail des marchés publics www.marchespublics.gov.ma, conformément à l'arrêté du ministre de l'économie et finances n°20-14 du 8 Kaada 1435(4 septembre 2014).
Il est prévu une visite des lieux le : 26 / 10 / 2021 à 09 heures à partir du siège de la Direction Provinciale de l'Agriculture de Beni Mellal Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 10 du règlement de consultation.
Les concurrents installés au Maroc doivent fournir une copie certifiée conforme à l'original des certificats d'agrément : Branche 4, Qualification 4.1, Classe 3 Les entreprises non installées au Maroc doivent fournir le dossier technique tel que prévu par le règlement de consultation.

N°8514/PA

Royaume du Maroc
Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts
DIRECTION REGIONALE DE L'AGRICULTURE DE LA REGION DE BENI MELLAL-KHENIFRA
DIRECTION PROVINCIALE DE L'AGRICULTURE DE BENI MELLAL
AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT N° 19/2021 /DPA/4/FIDA (SEANCE PUBLIQUE)
Le Dix Novembre, Deux Mille Vingt et Un (10 / 11 / 2021) à 10 heures , il sera procédé, dans les Bureaux de la Direction Provinciale

de l'Agriculture de Beni Mellal à l'ouverture des plis relatifs à l'Appel d'Offres sur Offres de Prix pour la Réalisation des travaux d'aménagements hydro-agricoles de petite et moyenne hydraulique sur 8 Km prévus dans le cadre du Projet de Développement Rural des Montagnes de l'Atlas (PDRMA) de Beni Mellal.
Le dossier d'appel d'offres peut être retiré Du service support de la D.P.A, Rue de Safi Quartier Administratif Béni-Mellal, il peut être téléchargé à partir du portail des marchés publics (<http://www.marchespublics.gov.ma>)
Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de : Cinquante mille dirhams (50 000,00Dhs).
L'estimation des coûts des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme de: Trois millions Trois Cent Vingt quatre mille Cent Vingt dirhams (3 324 120,00 DHS).
Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du décret n°2-12-349 du 08 Joumada I 1434 (du 20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.
Les concurrents peuvent :
• Soit déposer, contre récépissé, leurs plis dans le bureau des marchés de la DPA de Beni Mellal
• Soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité.
• Soit les remettre séance tenante au Président de la Commission d'Appel d'Offres au début de la Séance, et avant l'ouverture des plis.
• Soit déposer par voie électronique au portail des marchés publics www.marchespublics.gov.ma, conformément à l'arrêté du ministre de l'économie et finances n°20-14 du 8 Kaada 1435(4 septembre 2014).
Il est prévu une visite des lieux le : 26 / 10 / 2021 à 09 heures à partir du siège de la Direction Provinciale de l'Agriculture de Beni Mellal Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 10 du règlement de consultation.
Les concurrents installés au Maroc doivent fournir une copie certifiée conforme à l'original des certificats d'agrément : Branche 4, Qualification 4.1, Classe 3 Les entreprises non installées au Maroc doivent fournir le dossier technique tel que prévu par le règlement de consultation.

N°8515/PA

Royaume du Maroc
Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts
DIRECTION REGIONALE DE L'AGRICULTURE DE LA REGION DE BENI MELLAL-KHENIFRA
DIRECTION PROVINCIALE DE L'AGRICULTURE DE BENI MELLAL
AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT N°18/2021/DPA/4/FIDA (SEANCE PUBLIQUE)
LeNeuf Novembre Deux Mille Vingt et un (09 / 11 / 2021) à 10 heures , il sera procédé, dans les Bureaux de la Direction Provinciale de l'Agriculture de Beni Mellal à l'ouverture des plis relatifs à l'Appel d'Offres sur Offres de Prix pour la Réalisation des travaux d'aménagements hydro-agricoles de petite et moyenne hydraulique sur 8 Km prévus dans le cadre du Projet de Développement Rural des Montagnes de l'Atlas (PDRMA) de Beni Mellal.
Le dossier d'appel d'offres peut être retiré Du service support de la D.P.A, Rue de Safi Quartier Administratif Béni-Mellal, il peut être téléchargé à partir du portail des marchés publics (<http://www.marchespublics.gov.ma>)
Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de : Cinquante mille dirhams (50 000,00Dhs).
L'estimation des coûts des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme de: Deux millions Neuf Cent Cinquante Mille Trois Cent Vingt dirhams (2 950 320,00 DHS).
Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du décret n°2-12-349 du 08 Joumada I 1434 (du 20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.
Les concurrents peuvent :
• Soit déposer, contre récépissé, leurs plis dans le bureau des marchés de la DPA de Beni Mellal
• Soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité.
• Soit les remettre séance tenante au Président de la Commission d'Appel d'Offres au début de la Séance, et avant l'ouverture des plis.
• Soit déposer par voie électronique au portail des marchés publics www.marchespublics.gov.ma, conformément à l'arrêté du ministre de l'économie et finances n°20-14 du 8 Kaada 1435(4 septembre 2014).
Il est prévu une visite des lieux le : 26 / 10 / 2021 à 09 heures à partir du siège de la Direction Provinciale de l'Agriculture de Beni Mellal Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 10 du règlement de consultation.
Les concurrents installés au Maroc doivent fournir une copie certifiée conforme à l'original des certificats d'agrément : Branche 4, Qualification 4.1, Classe 3 Les entreprises non installées au Maroc doivent fournir le dossier technique tel que prévu par le règlement de consultation.

N°8516/PA

ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT, DU TRANSPORT, DE LA LOGISTIQUE ET DE L'EAU
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA MÉTÉOROLOGIE
DIRECTION REGIONALE METEOROLOGIQUE DU CENTRE OUEST

AVIS RECTIFICATIF DE L'APPEL D'OFFRES OUVERT N°4/2021/DRMCO/BG
.Séance publique.

Le Directeur de la Région Météorologique du Centre Ouest à Casablanca informe tous les concurrents que l'avis d'appel d'offres sur offres de prix N°4/2021/DRMCO/BG, relatif à la fourniture, l'installation et la mise en service d'un système d'automatisation de l'observation météorologique de l'aéroport Benslimane et sa maintenance (Préfecture Benslimane).

a été rectifié comme suit :

- L'estimation des coûts des prestations établies par le maître d'ouvrage est fixée à la somme de : **2317362,00DHS (Deux millions trois cent dix-sept mille trois cent soixante-deux Dirhams et zéro Centimes TTC).**

Le reste est sans changement.

N°8517/PA

« DAZ TRANSPORT »

SARL
Aux Terme d'un acte sous seing privé en casa date du 15/09/2021 Casablanca il a été établi les statuts d'une SARL ayant les caractéristiques suivantes:
- Dénomination Sociale: «DAZ TRANSPORT »
- Forme Juridique : SARL
- Capital : 100000 DHS réparti en 1000 part de 100 dirhams ; savoir :
- Mme. CHAIMAA ZBIRI ... 500 Parts
- Mr. AYUB DAHLOUL ... 500 Parts
- Siège Sociale : RUE 7 N 5 ETAGE 2 APPT N° 4 SAADA SIDI BERNOUSSI CASA-BLANCA
- Durée : 99 ans
- Objet Sociale : Transport de marchandises, transports routiers de fret et services de déchargement
- Gérance :
Mme CHAIMAA ZBIRI est nommée gérante de la société pour une durée illimitée.
- Dépôt légal a été effectué au Greffe du Tribunal de Commerce de Casablanca sous le n°795376 en date du 06/10/2021. RC N° 518339.
N°8518/PA

OFFICE NATIONAL DE L'ELECTRICITE ET DE L'EAU POTABLE (ONEE)
Branche Eau
DIRECTION REGIONALE DES PROVINCES SAHARIENNES

Réhabilitation du circuit de l'acide sulfurique de la station de traitement TAWERTA à la ville de DAKHLA.
AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT- N° 42/DRS/C/2021 à Lot unique
La Direction Régionale des Provinces Sahariennes de l'ONEE- Branche Eau, sise à Laâyoune, lance le présent appel d'offres qui concerne: Réhabilitation du circuit de l'acide sulfurique de la station de traitement TAWERTA à la ville de DAKHLA.
Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 10 du règlement de la consultation.
L'estimation du coût des prestations s'élève à 600.000,00DH TTC
Le montant du cautionnement provisoire est fixé à 6.000,00 DH ou son équivalent en devise librement convertible.
Le dossier d'appel d'offres est téléchargeable sur le portail marocain des marchés publics à l'adresse : <https://www.marchespublics.gov.ma>

chespublics.gov.ma / Le dossier d'appel d'offres peut être retiré à l'adresse suivante :
- Bureau d'ordre de la Direction Régionale des Provinces Sahariennes de l'ONEE- Branche Eau. Adresse : Quartier Administratif, Avenue de la Mecque - Laâyoune, Tel : 05 28 89 36 56 ou 05 28 89 37 61/62.
Le dossier d'appel d'offres est remis gratuitement aux candidats.
Les plis des concurrents, établis et présentés conformément aux prescriptions du règlement de la consultation, doivent être :
- Soit déposés contre récépissé au Bureau d'ordre de la Direction Régionale des Provinces Sahariennes (DRS) - Quartier Administratif, Avenue de la Mecque - Laâyoune - Maroc avant la date et l'heure fixées pour la séance d'ouverture des plis.
- Soit envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception au Bureau d'ordre de la Direction Régionale des Provinces Sahariennes (DRS) - Quartier Administratif, Avenue de la Mecque - Laâyoune - Maroc avant la date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.
- Soit remis au président de la commission d'appel d'offres en début de la séance publique d'ouverture des plis.

L'ouverture publique des plis aura lieu le Jeudi 04/11/2021 à 10h00 au siège de la Direction Régionale des Provinces Sahariennes (DRS) - sise au Quartier Administratif, Avenue de la Mecque - Laâyoune. L'ouverture des enveloppes se fait en un seul temps.
Pour toute demande d'éclaircissement, renseignement ou ré-

clamation concernant le présent appel d'offres ou les documents y afférents, contacter la Division Achats de la Régionale des Provinces Sahariennes (DRS) de l'ONEE- Branche Eau - Adresse : Quartier Administratif, Avenue de la Mecque - Laâyoune - Maroc - Tel : 05 28 89 36 56 Fax : 05 28 89 24 93. - Email : stalha@onee.ma; hmous-

saoui@onee.ma
Le règlement des achats de l'ONEE et les cahiers généraux sont téléchargeables à partir du site internet des achats de l'ONEE - Branche Eau à l'adresse : <http://www.onee.ma> (Espace Entreprise - rubrique Achats).
N°8519/PC

ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DE L'ELECTRICITE ET DE L'EAU POTABLE (ONEE)
Branche Eau
DIRECTION REGIONALE DU TENSIFI

APPEL D'OFFRES OUVERT N°67/DR2/2021

AVIS RECTIFICATIF ET DE REPORT N°1

Il est porté à la connaissance des entreprises désirant participer à l'appel d'offres N°67/DR2/2021, relatif à l'assainissement liquide de la ville de SIDI BOUATHMANE - Lot N°3 : Station d'épuration des eaux usées, que :

- La date d'ouverture des plis est reportée du Mercredi 17/11/2021 à 10h au Jeudi 02/12/2021 à 10h.

- Des modifications ont été apportées à l'article 7.4 du CCAFP et l'article 21.2 du RCDP. La version modifiée de ces documents est téléchargeable sur le portail marocain des marchés publics : www.marchespublics.gov.ma

N°8520/PA

ROYAUME DU MAROC
المملكة المغربية
وزارة التربية الوطنية والتكوين المهني والتعليم العالي والبحث العلمي
Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle et de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
ARAF DE LA REGION DES MINEES
DIRECTION PROVINCIALE A MOULAY YACOUB
Avis d'appels d'offres ouverts
Le MARDI 02/11/2021 il sera procédé au siège de la direction provinciale de MY YACOUB relevant de l'AREF de la région Fès - Meknes, (Avenue tarik tin elad - Ain kadous JEs), à l'ouverture des plis relatifs aux appels d'offres ouverts sur offres de prix suivantes :

N° d'appel D'offres	Objet	Caution provisoire en DHS	Estimation des couts des prestations en DHS TTC	Heure d'ouverture des plis	Observations
27/INV/2021	Fourniture et pose de gerflex dans des salles de l'enseignement préscolaire relevant de la direction provinciale de My Yaacoub	20 000,00 DH (vingt mille)	335 923,20 dh ttc (trois cent trente cinq mille neuf cent vingt trois dh 20 cts ttc)	10h 00mn	
28/INV/2021	Fourniture, installation et mise en service des systèmes solaires thermiques de production d'eau chaude sanitaire et des systèmes solaires photovoltaïques pour l'éclairage au niveau des Etablissements scolaires relevant de la direction provinciale de My Yaacoub	5 000,00 (Cinq mille)	180 000,00 (cent quatre-vingt mille) DH TTC	10h 30mn	
10/2021/DP MY	ACHAT DE FOURNITURES DE BUREAU POUR LE COMPTE DE LA DIRECTION PROVINCIALE A MY YACOUB EN LOT UNIQUE	5 000,00 (CINQ MILLES) DIRHAMS	72 942,00 DH TTC (SOIXANTE DOUZE MILLE NEUF CENT QUARANTE DEUX DH TTC)	11h 00 mn	Marchés destinées au: PME+ UC + Coopérative + Auto-Entrepreneur
11/2021/DP MY	ACHAT DE FOURNITURES INFORMATIQUES POUR LE COMPTE DE LA DIRECTION PROVINCIALE A MY YACOUB EN LOT UNIQUE	5 000,00 (CINQ MILLES) DIRHAMS	85 413,60DH TTC (QUATRE-VINGT CINQ MILLE QUATRE CENT TREIZE DH 60 CTS TTC)	11h 30 mn	Marchés destinées au: PME+ UC + Coopérative + Auto-Entrepreneur
12/2021/DP MY	Préparation des repas collectifs pour les élèves des internats des établissements scolaires relevant de la Direction Provinciale de l'AREFFM à MOULAY YACOUB	30 000,00 TRENTE MILLE DIRHAMS	1 218 240,00 DH TTC (UN MILLION DEUX CENT DIX-HUIT MILLE DEUX CENT QUARANTE DH TTC)	12 H 00 MN	

Les dossiers des appels d'offres peuvent être retirés du service des affaires administratives et financières (Bureau des marchés) à la direction provinciale de Moulay Yaacoub, ils peuvent également être téléchargés à partir du portail des marchés publics (www.marchespublics.gov.ma).
Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du décret 2.12.349 relatif aux marchés publics.
Les concurrents peuvent :
- soit envoyer leurs plis par courrier recommandé avec accusé de réception à la direction provinciale Moulay Yaacoub;
- soit les déposer contre récépissé, au bureau d'ordre de la direction provinciale Moulay Yaacoub
- soit les déposer par voie électronique, conformément à l'arrêté du ministre de l'économie et des finances n 20-14 du 06/09/2014 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.
- soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.
Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 5 du règlement de consultation.
N.B : Toute pièce exigée non certifiée conforme à l'originale sera considérée nulle et non avenue.

N°8522/PA

المملكة المغربية
وزارة التربية الوطنية والتكوين المهني والتعليم العالي والبحث العلمي
Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle et de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
Avis d'appels d'offres ouverts
قرار رئيس المجلس الجماعي رقم 198 يقضي بإجراء امتحان الكفاءة المهنية لولوج مختلف الدرجات برسم سنة 2021
إن رئيس مجلس جماعة النيف بناء على الظهير الشريف رقم 1.15.85.11 صادر في 20 من رمضان 1436 (04 يوليوز 2015) بتنفيذ القانون التنظيمي رقم 113.14 المتعلق بتجديد نظام الوظيفة العمومية، كما وقع بناء على الظهير الشريف رقم 1.58.008-08 بتاريخ 4 شعبان 1377 (24 فبراير 1958) بشأن النظام الأساسي العام للوظيفة العمومية، كما وقع تجديد وتعميمه.
بناء على المرسوم الملكي رقم : 401.67 الصادر في : 13 ربيع الأول 1387 (22 يونيو 1967) بمن نظام عام للمباريات والامتحانات الخاصة بولوج أسلاك و درجات و مناصب الإدارات العمومية كما وقع تغييره وتتميمه.
بناء على المرسوم رقم 2-77-738-20 بتاريخ 13 شوال 1397 الموافق في 27 شتنبر 1977 بمثابة النظام الخاص بموظفي الجماعات المحلية التابعة أو الإقليم حسب موقعه وتعيينه وتتميمه.
بناء على المرسوم رقم 2-04-403 الصادر في 29 من شوال 1426 (02 ديسمبر 2005) المتعلق بتحديد شروط ترفي موصلي الدولة في بناء على المرسوم رقم 1367-05-1367 الصادر في 29 من شوال 1426 (02 ديسمبر 2005) بتحديد مسطرة تقطيق وتقييم وموظفي الإدارات العمومية.
بناء على المرسوم رقم 2-10-452 الصادر في 29 من شوال 1431 (29 أكتوبر 2010) بشأن النظام الأساسي الخاص ببيئة المساعدين التقنيين المشتركة بين الوزارات.
بناء على المرسوم رقم 2-10-453 الصادر في 20 ذي القعدة 1431 (29 أكتوبر 2010) بشأن النظام الأساسي الخاص ببيئة المساعدين الإداريين المشتركة بين الوزارات.
بناء على المرسوم رقم 2-10-454 الصادر في 20 من ذي القعدة 1431 (29 أكتوبر 2010) بشأن النظام الأساسي الخاص ببيئة المحررين المشتركة بين الوزارات لاسيما المبتدئين أو 15 سنة.
بناء على قرار الوزير المنتدب لدى الوزير الأول المكلف بتحديد القطاعات العامة رقم 2275-11 الصادر في جنادي الأولى 1432 (27 أبريل 2011) بتحديد شروط وإجراءات وبرنامج امتحان الكفاءة المهنية لولوج درجة: مساعدا تقنيين الدرجة الثانية
بناء على قرار الوزير المنتدب لدى الوزير الأول المكلف بتحديد القطاعات العامة رقم 2275-11 الصادر في جنادي الأولى 1432 (27 أبريل 2011) بتحديد شروط وإجراءات وبرنامج امتحان الكفاءة المهنية لولوج درجة: مساعدا تقنيين الدرجة الثانية
بناء على قرار الوزير المنتدب لدى الوزير الأول المكلف بتحديد القطاعات العامة رقم 1172-11 الصادر في 23 من جنادي الأولى 1432 (27 أبريل 2011) بتحديد شروط وإجراءات وبرنامج امتحان الكفاءة المهنية لولوج درجة: مساعدين الدرجة الثانية
و بناء على رسالة السيد وزير التربية الوطنية رقم 691 بتاريخ 04 أبريل 2016 حول تغيير الموراد البشرية للجماعات الترابية.
بناء على مرسوم السيد وزير الحكومة رقم 2020/16 المؤرخ في 19 صفر 1442 الموافق ل 07 أكتوبر 2020 بشأن استئناف تنظيم مباريات التوظيف والتمتدك الكفاءة المهنية.
يقدمون ما يلي :
تتضمن امتحانات الكفاءة المهنية في وجه موظفي الجماعة الترابية للتوظيف لمراتب : مساعدا تقني الدرجة الثانية السلم 7/مساعدا اداري الدرجة الثانية السلم 7/محرر الدرجة الثانية السلم 10 برسم سنة 2021 وفق ما هو مبين في الجدول اسفله.

الاختبارات الكتابية	الاختبارات الشفهية	آخر أجل لإيداع طلبات الترشح	التاريخ ومكان إجراء الامتحان	الوثائق المطلوبة
1- اختبار كتابي خاص يتعلق بالوظائف والمهام المطلوب شغلها أو بمجال تخصصات الإدارة المعنية المدة (3) ساعات (معمل 3)	الاختبار الشفوي: تناقش فيه لجنة الامتحان مع المترشح المواضيع الكتابية عند الاقتضاء، ومخصص واختبر قدراته على معالجة المهام أو الوظائف المرتبطة بالدرجة المعينين بشأنها. عند الاقتضاء اخضاع المترشح لاختبار تطبيقي المدة ما بين 15 و 30 الدقائق المعامل 3	2021/12/08 على الساعة الرابعة والنصف كآخر أجل لقبول الملفات	جماعة الترابية (اختصاصات)	طلب خطي ملصق مطابقة لأحلام من بطاقة التعريف الوطنية - آخر قرار الترقية في الإطار
1- اختبار كتابي خاص يتعلق بالوظائف والمهام المطلوب شغلها أو بمجال تخصصات الإدارة المعنية المدة (3) ساعات (معمل 3)	الاختبار الشفوي: تناقش فيه لجنة الامتحان مع المترشح المواضيع الكتابية عند الاقتضاء، ومخصص واختبر قدراته على معالجة المهام أو الوظائف المرتبطة بالدرجة المعينين بشأنها. عند الاقتضاء اخضاع المترشح لاختبار تطبيقي المدة ما بين 15 و 30 دقيقة المعامل (4).	2021/12/08 على الساعة الرابعة والنصف كآخر أجل لقبول الملفات	جماعة الترابية (اختصاصات)	طلب خطي ملصق مطابقة لأحلام من بطاقة التعريف الوطنية - آخر قرار الترقية في الإطار
1- اختبار كتابي خاص يتعلق بالوظائف والمهام المطلوب شغلها أو بمجال تخصصات الإدارة المعنية المدة (3) ساعات (معمل 3)	الاختبار الشفوي: تناقش فيه لجنة الامتحان مع المترشح المواضيع الكتابية عند الاقتضاء، ومخصص واختبر قدراته على معالجة المهام أو الوظائف المرتبطة بالدرجة المعينين بشأنها. عند الاقتضاء اخضاع المترشح لاختبار تطبيقي المدة ما بين 15 و 30 دقيقة المعامل (4).	2021/12/08 على الساعة الرابعة والنصف كآخر أجل لقبول الملفات	جماعة الترابية (اختصاصات)	طلب خطي ملصق مطابقة لأحلام من بطاقة التعريف الوطنية - آخر قرار الترقية في الإطار

ملاحظة: يتوضع ملفات الترشح لدى مكتب الضبط على الساعة الرابعة والنصف كآخر أجل لقبول الملفات حسب التاريخ المحدد في الجدول.
التوقيف: 16 شتنبر 2021
رئيس مجلس جماعة النيف

N°8521/PA

Royaume du Maroc
Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts
DIRECTION REGIONALE DE L'AGRICULTURE DE LA REGION DE BENI MELLAL-KHENIFRA
DIRECTION PROVINCIALE DE L'AGRICULTURE DE BENI MELLAL
AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT
N° 17/2021/DPA/4/FIDA (SEANCE PUBLIQUE)
Le Seize Novembre Deux Mille Vingt et un (16 /11/2021) à 10 heures , il sera procédé, dans les Bureaux de la Direction Provinciale de l'Agriculture de Beni Mellal à l'ouverture des plus relatifs à l'Appel d'Offres sur Offres de Prix pour la Réalisation des travaux d'aménagements hydro-agricoles de petite et moyenne hydraulique sur 9 Km prévus dans le cadre du Projet de Développement Rural des Montagnes de l'Atlas (PDRMA) de Beni Mellal. Périmètres de la commune Territoriale de Naour, Province de Beni Mellal.
Le dossier d'appel d'offres peut être retiré Du service support

de la D.P.A, Rue de Safi Quartier Administratif Beni-Mellal, il peut être téléchargé à partir du portail marocain des marchés public : <http://WWW.marchespublics.gov.ma>;
Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de : Cinquante mille dirhams (50 000,00Dhs).
L'estimation des coûts des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme de: Trois millions Deux Cent Quatre Vingt Onze Mille Neuf Cent Dirhams (3 291 900,00 Dhs). Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27; 29 et 31 du décret n° 2-12-349 du 08 Joumada I 1434 (du 20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.
Les concurrents peuvent :
• Soit déposer, contre récépissé, leurs plis dans le bureau des marchés de la DPA de Beni Mellal
• Soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité.
• Soit les remettre séance tenante au Président de la Commission d'Appel d'Offres au début de la Séance, et avant l'ouverture des plis.
• Soit déposer par voie électro-

nique au portail des marchés publics www.marchespublics.gov.ma, conformément à l'arrêté du ministre de l'économie et finances n°20-14 du 8 Kaada 1435(4 septembre 2014).
Il est prévu une visite des lieux le : 03 /11 /2021 à 10 heures à partir du siège de la Direction Provinciale de l'Agriculture de Beni Mellal Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 10 du règlement de consultation.
Les concurrents installés au Maroc doivent fournir en dossier technique une copie certifiée conforme à l'original des certificats d'agrément : Branche 4, Qualification 4.1, Classe 3
Les entreprises non installées au Maroc doivent fournir le dossier technique tel que prévu par le règlement de consultation.
N°8523/PA
Royaume du Maroc
Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts
DIRECTION REGIONALE DE L'AGRICULTURE DE LA REGION DE BENI MELLAL-KHENIFRA

DIRECTION PROVINCIALE DE L'AGRICULTURE DE BENI MELLAL
AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT
N° 16/2021/DPA/4/FIDA (SEANCE PUBLIQUE)
Réservé aux petites et moyennes entreprises, des coopératives et des unions de coopératives
et au auto-entrepreneur
Le Douze Novembre Deux Mille Vingt et Un (12/11/2021) à 10heures, il sera procédé, dans les Bureaux de la Direction Provinciale de l'Agriculture de Beni Mellal à l'ouverture des plus relatifs à l'Appel d'Offres sur Offres de Prix pour la Réalisation des travaux d'aménagements hydro-agricoles de petite et moyenne hydraulique sur 6 Km prévus dans le cadre du Projet de Développement Rural des Montagnes de l'Atlas (PDRMA) de Beni Mellal. Périmètres de la commune Territoriale de Tizi N'Isly, Province de Beni Mellal.
Le dossier d'appel d'offres peut être retiré Du service support de la D.P.A, Rue de Safi

Quartier Administratif Beni-Mellal, il peut être téléchargé à partir du portail marocain des marchés public : <http://WWW.marchespublics.gov.ma>;
Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de : Quarante Cinq mille dirhams (45 000,00Dhs).
L'estimation des coûts des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme de: Deux millions Deux Cent Quatre-vingt-seize mille Quatre Vingt dirhams (2 296 080,00 Dhs).
Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27; 29 et 31 du décret n°2-12-349 du 08 Joumada I 1434 (du 20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.
Les concurrents peuvent :
• Soit déposer, contre récépissé, leurs plis dans le bureau des marchés de la DPA de Beni Mellal
• Soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité.
• Soit les remettre séance te-

nante au Président de la Commission d'Appel d'Offres au début de la Séance, et avant l'ouverture des plis.
• Soit déposer par voie électronique au portail des marchés publics www.marchespublics.gov.ma, conformément à l'arrêté du ministre de l'économie et finances n°20-14 du 8 Kaada 1435(4 septembre 2014).
Il est prévu une visite des lieux le : 29 / 10 /2021 à 09 heures à partir du siège de la Direction Provinciale de l'Agriculture de Beni Mellal
Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 10 du règlement de consultation.
Les concurrents installés au Maroc doivent fournir en dossier technique une copie certifiée conforme à l'original des certificats d'agrément : Branche 4, Qualification 4.1, Classe 4
Les entreprises non installées au Maroc doivent fournir le dossier technique tel que prévu par le règlement de consultation.
N°8524/PA

Royaume du Maroc
Ministère de l'Éducation Nationale, de la Formation Professionnelle et de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE LA REGION DE CABERLANCA-SEFFAT
DIRECTION PROVINCIALE DE MOHAMMEDIA

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT N° 10/1/2021 (Séance publique)

Le Jeudi 04 novembre 2021 à 10 h 00 du matin, il sera procédé dans les locaux de la direction Provinciale de Mohammedia, sis rue Brahim ERROUDANI-Mohammedia, à l'ouverture des plus relatifs à l'appel d'offres ouvert au rabais ou à majoration N° 10/1/2021 relatif aux Travaux de construction de Trois (03) salles de classe de préscolaire (Deux (02) Salles Préscolaire à l'école AlFarzadk et une salle préscolaire à l'école Attabar) à la commune de Mohammedia, relevant de la direction provinciale de Mohammedia, AREF-CS

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré du Bureau des achats et des marchés à de la direction provinciale de Mohammedia, sis rue Brahim ERROUDANI-Mohammedia.

Il peut être également téléchargé sur le PORTAIL des marchés publics : www.marchespublics.gov.ma

Le cautionnement provisoire est fixé à 8 000,00 DH (Huit Mille Dirhams)

L'estimation des coûts des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme de :
• 744 002,40 DH (Sept cent Quarante Quatre Mille Deux Dirhams Quarante Centimes) TTC

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du décret n° 2-12-349 du 20 Mars 2013 relatif aux marchés publics.

Les concurrents peuvent:

- soit déposer contre récépissé leurs plis à la direction provinciale de Mohammedia, sis rue Brahim ERROUDANI-Mohammedia.
- soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception à l'adresse précitée.
- soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.
- Soit envoyer, par courrier électronique au portail des marchés publics : www.marchespublics.gov.ma

N.B :
Il est exigé aux concurrents de produire une copie certifiée conforme à l'origine du certificat de qualification et de classification des entreprises délivrée par les services du Ministère de l'Équipement et du transport :

Secteur	Qualification	Classe
A	A-2	5

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 4 du règlement de consultation.
* Pour les entreprises non installées au Maroc ; elles doivent fournir le dossier technique tel que prévu par le règlement de la consultation.
N°8528/PA

Royaume du Maroc
Ministère de l'Éducation Nationale, de la Formation Professionnelle et de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE LA REGION DE CABERLANCA-SEFFAT
DIRECTION PROVINCIALE DE MOHAMMEDIA

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT N° 11/1/2021 (Séance publique)

Le Jeudi 04 Novembre 2021 à 11h00 du matin, il sera procédé dans les locaux de la Direction Provinciale de Mohammedia sis rue Brahim ERROUDANI-Mohammedia, à l'ouverture des plus relatifs à l'appel d'offres ouvert au rabais ou à majoration N° 11/1/2021 en lot unique, qui a pour objet : Travaux d'aménagement et de réhabilitation de lycée affiliante EL Joulane à la commune de Mohammedia, relevant de la direction provinciale de Mohammedia, AREF-CS

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré du Bureau des achats et des marchés à de la direction provinciale de Mohammedia, sis rue Brahim ERROUDANI-Mohammedia.

Il peut être également téléchargé sur le PORTAIL des marchés publics : www.marchespublics.gov.ma

Le cautionnement provisoire est fixé à :
• 20 000,00 DHS (Vingt Mille Dirhams).
L'estimation des coûts des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme de :
• 1 700 160,00 DHS TTC (Un Million Sept Cent Mille Cent Soixante Dirhams TTC)

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du décret n° 2-12-349 du 20 Mars 2013 relatif aux marchés publics.

Les concurrents peuvent:

- soit déposer contre récépissé leurs plis à la Direction Provinciale de Mohammedia sis rue Brahim ERROUDANI-Mohammedia.
- soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception à l'adresse précitée.
- soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.
- Soit envoyer, par courrier électronique au portail des marchés publics : www.marchespublics.gov.ma

N.B :
Il est exigé aux concurrents de produire une copie certifiée conforme à l'origine du certificat de qualification et de classification des entreprises délivrée par les services du Ministère de l'Équipement et du transport :

Secteur	Qualification	Classe
A	A-5	4

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 04 du règlement de consultation.
* Pour les entreprises non installées au Maroc ; elles doivent fournir le dossier technique tel que prévu par le règlement de la consultation.
N°8525/PA

Royaume du Maroc
Ministère de l'Éducation Nationale, de la Formation Professionnelle et de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE LA REGION DE CABERLANCA-SEFFAT
DIRECTION PROVINCIALE DE MOHAMMEDIA

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT N° 08/1/2021 (Séance publique)

Le Mercredi 03 Novembre 2021 à 10h00 du matin, il sera procédé dans les locaux de la Direction Provinciale de Mohammedia sis rue Brahim ERROUDANI-Mohammedia, à l'ouverture des plus relatifs à l'appel d'offres ouvert au rabais ou à majoration N° 08/1/2021 en lot unique, qui a pour objet : Travaux d'aménagement et de réhabilitation de l'école TABARI à la commune de Mohammedia, relevant de la direction provinciale de Mohammedia, AREF-CS

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré du Bureau des achats et des marchés à de la direction provinciale de Mohammedia, sis rue Brahim ERROUDANI-Mohammedia.

Il peut être également téléchargé sur le PORTAIL des marchés publics : www.marchespublics.gov.ma

Le cautionnement provisoire est fixé à :
• 12 000,00 DHS (Douze Mille Dirhams).
L'estimation des coûts des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme de :
• 1 105 792,80 DHS TTC (Un Million Cent Cinq Mille Sept Cent Quatre Vingt Douze Dirhams, Quatre Vingt Centimes TTC)

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du décret n° 2-12-349 du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics.

Les concurrents peuvent:

- soit déposer contre récépissé leurs plis à la Direction Provinciale de Mohammedia sis rue Brahim ERROUDANI-Mohammedia.
- soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception à l'adresse précitée.
- soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.
- Soit envoyer, par courrier électronique au portail des marchés publics : www.marchespublics.gov.ma

N.B :
Il est exigé aux concurrents de produire une copie certifiée conforme à l'origine du certificat de qualification et de classification des entreprises délivrée par les services du Ministère de l'Équipement et du transport :

Secteur	Qualification	Classe
A	A-5	4

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 04 du règlement de consultation.
* Pour les entreprises non installées au Maroc ; elles doivent fournir le dossier technique tel que prévu par le règlement de la consultation.
N°8527/PA

Royaume du Maroc
Ministère de l'Éducation Nationale, de la Formation Professionnelle et de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE LA REGION DE CABERLANCA-SEFFAT
DIRECTION PROVINCIALE DE MOHAMMEDIA

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT N° 09/1/2021 (Séance publique)

Le Mercredi 03 novembre 2021 à 11h00 du matin, il sera procédé dans les locaux de la Direction Provinciale de Mohammedia sis rue Brahim ERROUDANI-Mohammedia, à l'ouverture des plus relatifs à l'appel d'offres ouvert au rabais ou à majoration N° 09/1/2021 en lot unique, qui a pour objet : Travaux d'aménagement et de réhabilitation de l'école BRADAA à la commune de Mohammedia, relevant de la direction provinciale de Mohammedia, AREF-CS

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré du Bureau des achats et des marchés à de la direction provinciale de Mohammedia, sis rue Brahim ERROUDANI-Mohammedia.

Il peut être également téléchargé sur le PORTAIL des marchés publics : www.marchespublics.gov.ma

Le cautionnement provisoire est fixé à :
• 9 000,00 DHS (Neuf Mille Dirhams).
L'estimation des coûts des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme de :
• 773 296,80 DHS TTC (Sept Cent Soixante treize Mille Deux Cent Quatre vingt seize Dirhams, Quatre vingt centimes TTC)

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du décret n° 2-12-349 du 20 Mars 2013 relatif aux marchés publics.

Les concurrents peuvent:

- soit déposer contre récépissé leurs plis à la Direction Provinciale de Mohammedia sis rue Brahim ERROUDANI-Mohammedia.
- soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception à l'adresse précitée.
- soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.
- Soit envoyer, par courrier électronique au portail des marchés publics : www.marchespublics.gov.ma

N.B :
Il est exigé aux concurrents de produire une copie certifiée conforme à l'origine du certificat de qualification et de classification des entreprises délivrée par les services du Ministère de l'Équipement et du transport :

Secteur	Qualification	Classe
A	A-5	5

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 04 du règlement de consultation.
* Pour les entreprises non installées au Maroc ; elles doivent fournir le dossier technique tel que prévu par le règlement de la consultation.
N°8526/PA

Sport

Leonardo *Le Real manque de respect au PSG sur Mbappé*

Leonardo, le directeur sportif du Paris SG, a dénoncé samedi un "manque de respect" du Real Madrid pour la façon dont il courtise publiquement Kylian Mbappé pour le recruter libre l'an prochain.

"Avec Mbappé, il y a eu un travail. Cela fait deux ans qu'on parle publiquement de lui, comme si c'était normal. Nous avons informé plusieurs fois le Real Madrid de notre mécontentement", a assuré Leonardo lors

d'une intervention sur la scène du Festival du sport organisé par le quotidien sportif italien la Gazzetta dello Sport à Trente.

"C'est quelque chose qui doit être sanctionné, (...) C'est un manque de respect", a ajouté le dirigeant.

L'objectif du PSG, a-t-il précisé, reste de prolonger le contrat de l'international français, pour le moment lié jusqu'en juin 2022.

"C'est notre idée, c'est un joyau et il est tellement parfait

pour le PSG", a assuré Leonardo.

Le président du Real Madrid Florentino Pérez a déclaré mardi espérer que l'arrivée de Kylian Mbappé soit "résolue" en "janvier", en écho aux envies d'ailleurs affichées par l'attaquant du Paris SG, mais le dirigeant madrilène a ensuite fait machine arrière.

Le Real Madrid a fait cet été une cour assidue à Mbappé, proposant quelque 180 M EUR au PSG pour racheter la dernière

année de contrat du champion du monde 2018. Mais Paris avait décliné.

Mbappé a lui-même confirmé sur RMC en début de semaine avoir demandé cet été à ses dirigeants à pouvoir partir. Mais pour l'avenir, il est resté assez évasif mardi dans les colonnes de L'Équipe: "Cela fait maintenant suffisamment longtemps que je suis dans le foot pour savoir que la vérité d'hier n'est pas celle d'aujourd'hui, ni celle de demain."

Leonardo a pour sa part assuré que le PSG n'avait pas agi comme le Real Madrid dans le cas du gardien italien Gianluigi Donnarumma, arrivé libre cet été de l'AC Milan. "On ne l'a jamais contacté avant juin. Avant cela, Milan avait annoncé qu'il ne prolongerait pas, et donc Donnarumma était officiellement devenu un joueur libre", a assuré le dirigeant parisien.

"Il n'y a jamais eu un travail pour qu'il puisse partir gratuitement de Milan", a-t-il précisé.



Ballon d'Or 2021

Messi, Mbappé, Benzema, Italie et Chelsea au coeur de la liste



En quête d'un septième trophée, Lionel Messi est accompagné de ses coéquipiers au Paris SG Kylian Mbappé et Neymar, des champions d'Europe Jorginho et N'Golo Kanté, de Karim Benzema et Cristiano Ronaldo dans la liste des 30 nommés au Ballon d'Or dévoilée vendredi.

Après une année 2020 sans lauréats en raison du Covid-19, 30 joueurs et 20 joueuses sont à nouveau en lice pour les Ballons d'Or, désignés par un panel de journa-

listes internationaux et décernés le 29 novembre.

Meilleur joueur, buteur et passeur de la Copa America cet été, Lionel Messi a enfin conquis un titre avec l'Argentine. La recrue star du Paris SG côtoie dans la liste ses coéquipiers en club Kylian Mbappé et Neymar, demi-finalistes de la C1.

Après un Euro décevant, le Français vient de fêter avec brio sa 50e sélection en Bleu à seulement 22 ans, avec une passe décisive, un but et une qualification pour la fi-

nale de la Ligue des nations. Le Brésilien, sans avoir été transcendant cette année, fait son retour dans la liste dont il était absent en 2019.

L'Italie championne d'Europe est représentée par cinq joueurs, Leonardo Bonucci, Giorgio Chiellini, Nicolò Barella, Gianluigi Donnarumma, et évidemment Jorginho.

Vainqueur de la Ligue des champions avec Chelsea et champion d'Europe avec l'Italie, le milieu de terrain a déjà été sacré Joueur UEFA 2021. Il peut rêver de succéder à Fabio Cannavaro, dernier Ballon d'Or italien en 2006.

Son coéquipier français à Chelsea N'Golo Kanté, élu homme du match lors des demi-finales et de la finale de C1, est également présent tout comme les autres Blues Romelu Lukaku et Cesar Azpilicueta.

S'il a fait chou blanc avec le Real Madrid la saison dernière, l'attaquant français Karim Benzema a très souvent porté le club miennois. Des performances qui lui ont ouvert à nouveau les portes de l'Équipe de France après une mise

à l'écart de cinq ans et demi.

Quintuple vainqueur du trophée, à 36 ans, Cristiano Ronaldo ne manque pas à l'appel (17e nomination). Meilleur buteur de Serie A (29 buts), au terme d'une saison pourtant terne avec la Juventus, le Portugais a retrouvé avec bonheur Manchester United. Il vient d'être élu Joueur de septembre en Premier League.

Les Anglais, finalistes de l'Euro, sont bien représentés avec Harry Kane, Mason Mount, Phil Foden et Raheem Sterling.

Nommés eux aussi, l'attaquant polonais du Bayern Munich, Robert Lewandowski, Soulier d'or européen (41 buts) et le Norvégien de Dortmund Erling Haaland, 10 buts en C1.

Autres candidats, les champions d'Angleterre et finalistes de la C1, Kevin De Bruyne et Riyad Mahrez. Le défenseur danois Simon Kjær, demi-finaliste de l'Euro se glisse aussi dans les 30.

Chez les femmes, la gagnante 2019, l'Américaine Megan Rapinoe, éliminée dès les quarts aux JO de Tokyo, ne figure pas dans les nommées contrairement à la Cana-

dienne Christine Sinclair, championne olympique.

Le FC Barcelone, vainqueur de la C1 féminine, est présent en force avec notamment Alexia Putellas, déjà sacrée joueuse UEFA de l'année et Jennifer Hermoso, co-meilleure buteuse de la C1.

En outre, dix gardiens se disputent le Trophée Yachine (même jury que le Ballon d'Or masculin) pour succéder au Brésilien Alisson Becker, non retenu. Parmi eux les gardiens du PSG Gianluigi Donnarumma et Keylor Navas, le Sénégalais Edouard Mendy, vainqueur de la C1 avec Chelsea ou encore les habitués Manuel Neuer et Thibaut Courtois.

Pour le Trophée Kopa (élu par 32 anciens Ballons d'Or) qui récompense le meilleur joueur de moins de 21 ans, dix candidats sont en lice. Parmi eux l'Espagnol Pedri, les Anglais Jude Bellingham, Mason Greenwood et Bukayo Saka ou encore l'Allemand Jamal Musiala.

Verdict le 29 novembre au Théâtre du Châtelet à Paris, lors d'une cérémonie présentée notamment par Didier Drogba.

La jolie passe de trois de l'EN aux éliminatoires du Mondial

Halilhodzic se projette déjà sur le match barrage



Le chemin de la qualification au match barrage se balise au fil des manches pour le Onze national. Au terme de la quatrième journée des éliminatoires du Mondial qatari, groupe I, zone Afrique, disputée dimanche, l'EN est parvenue à conserver son élan victorieux, s'offrant au Complexe sportif Mohammed V de Casablanca, la sélection de la Guinée-Bissau sur le score convaincant de 3 à 0.

L'équipe du Maroc a réussi donc son entame de la phase retour des éliminatoires et se rapproche à pas sûrs de son objectif. Après avoir surclassé ce même adversaire mercredi dernier à Rabat sur le score-fléuve de 5 à 0, les Nationaux ont abordé le match dominical avec la ferme intention de plier ses débats en leur faveur.

Démarrant la partie pied au plancher, ils n'ont pas tardé à voir leurs efforts récompensés dès la 10ème minute grâce à un but d'Ayoub El Kaabi, avant qu' Ayman Barkouk,

critiqué en permanence pour ses petites prestations, ne double la mise (20è).

Et comme dit l'adage, «jamais deux sans trois», El Kaabi s'était remis en vedette pour trouver le chemin des filets (70è), un but qui aurait pu être suivi par d'autres si la chance n'avait pas tourné le dos aux joueurs marocains, particulièrement à Soufiane Boufal qui en voulait tellement et qui a vu un de ses tirs aller mourir sur la transversale.

Une performance vivement saluée par le sélectionneur national Vahid Halilhodzic comblé par le probant parcours réussi jusqu'ici et qui se projette déjà sur la principale étape de ces éliminatoires, le match barrage. Une épreuve qui verra l'engagement des dix sélections ayant terminé leaders de leurs groupes respectifs et qui s'affronteront en aller et retour de sorte que les cinq vainqueurs seront ceux qui représenteront l'Afrique lors de la Coupe du monde 2022 au Qatar.

En tout cas, une belle victoire, la troisième

en autant de sorties avec un match en moins contre la Guinée, comptant pour la seconde journée, devant être disputé ce mardi à l'Ensemble sportif Moulay Abdellah de Rabat à partir de 20 heures. Sachant que pour le compte de cette quatrième manche, l'équipe guinéenne a été accrochée samedi au Grand stade d'Agadir par le Soudan, deux partout.

Au classement, l'EN est en droit de se targuer de son petit chelem, en étant leader avec 9 points (1 match en moins), devant la Guinée-Bissau (4 pts), la Guinée (3 pts et 1 match en moins) et le Soudan, bon dernier avec 2 unités au compteur.

Il convient de rappeler que le Onze national devra disputer les deux derniers matches de ces éliminatoires lors des dates FIFA arrêtées au mois de novembre prochain contre le Soudan le 11, match dont le lieu n'a pas encore été fixé, et la Guinée le 14 au Maroc.

Mohamed Bouarab

Victoire de l'EN A'

La sélection nationale des joueurs locaux (A') s'est imposée face à son homologue du Sud Soudan sur le score de 2 buts à 0 samedi 9 octobre 2021 au stade El Bachir de Mohammedia en match amical.

Les réalisations des Nationaux ont été inscrites par Soufiane El Boufinti (26ème) et Achraf Dari (86ème).

Cette rencontre sert de préparation pour les poulauds de Lhoussine Ammouta aux prochaines échéances dont la Coupe arabe de la FIFA prévue en novembre prochain au Qatar.

Qualification de l'équipe U20 féminine

La sélection nationale féminine U20 de football s'est qualifiée pour le 3ème tour des éliminatoires de la Coupe du monde (Costa Rica-2022), après son match nul (2-2) face au Bénin, samedi au Complexe Prince Héritier Moulay El Hassan de Rabat pour le compte du 2ème tour retour de ces qualifications.

Les buts des Lioncelles de l'Atlas ont été signés Anfal El Yamani (38è) et Sara Meslefiem (81è), tandis que le Bénin a marqué par le biais de Sedikou Mihad (71è) et Imorou Kadidjath (90+2è).

Le match aller disputé à Porto-Novo avait été remporté (2-1) par la sélection marocaine.

Seules deux équipes sur un total de quarante en lice lors de ces éliminatoires représenteront l'Afrique à la Coupe du monde au Costa Rica.

Safri s'engage avec Qatar SC

Qatar Sports Club s'est engagé avec l'entraîneur marocain Youssef Safri, pour prendre les commandes de l'équipe A, durant la période à venir.

Le club qatari a annoncé, via son compte "Twitter", qu'il "s'est officiellement engagé avec l'entraîneur Youssef Safri, pour diriger la première équipe de football jusqu'à la fin de la saison en cours".

L'ancien adjoint de Jamal Sellami, qui avait déjà porté les couleurs du Qatar SC, remplacera Zé Ricardo, limogé pour mauvais résultats. Sous la houlette du Brésilien, l'équipe n'a obtenu qu'un seul point en 4 matchs.

Le Qatar SC est actuellement 8è au classement du championnat local.

Participation de Ghita El Mouatarif à la Coupe Comen de natation

La jeune nageuse Ghita El Mouatarif représentera les couleurs nationales à la Coupe de la Comen prévue du 15 au 17 octobre courant à la capitale serbe, Belgrade.

Pour la société du club du Raja, âgée de 14 ans, cette participation à cette manifestation d'envergure internationale, sera une première expérience qui lui permettra de côtoyer des championnes de différentes nationales qui plus est de haut niveau. Ce qui ne pourrait que l'aider dans sa carrière, d'autant plus qu'elle fait partie de cette génération native de 2007 sur laquelle sont fondés des espoirs légitimes.

Pour préparer ce meeting, Ghita El Mouatarif se trouve actuellement en concentration au club CIH Bank.



L'ultime étape de la 35ème édition du Marathon des sables sous le signe de la solidarité

Consécration d'Aziza Raji et Rachid El Morabity

La sixième et dernière étape de la 35ème édition du Marathon des sables (MDS), parcourue samedi entre Jebel Irhifelt N'tissalt et Bou Dib sur 8,5 km a été dédiée à la solidarité avec la participation de 351 coureurs et des bénévoles.

Cette étape de solidarité non chronométrée mais qui reste sous le régime de l'autosuffisance alimentaire, a été marquée par la participation de sponsors, de familles et d'amis de marathoniens, dont la contribution financière permettra de récolter des fonds pour l'Association Solidarité Marathon des sables.

Ce rendez-vous sportif, qui réunit des concurrents d'une quarantaine de pays, constitue une occasion pour promouvoir les valeurs universelles de solidarité et pour défendre des causes nobles, notamment celle de l'épanouissement des enfants à travers les activités sportives.

Intervenant à cette occasion, le fondateur

du Marathon des sables, Patrick Bauer, a fait savoir que cette étape de solidarité reflète les valeurs chères au MDS qui mène chaque année des campagnes en faveur des enfants, pour la promotion du sport, relevant que les actions de solidarité entreprises au sein du Centre sport éveil académie de Ouarzazate initié par la Fondation du Marathon contribuent à l'épanouissement des enfants et permettent de révéler leurs talents dans le domaine du sport.

Un nouveau centre a été construit à Ouarzazate suite à la mise à disposition par la province de la ville d'un terrain au profit de la Fondation, a indiqué M. Bauer, précisant qu'une piste d'athlétisme aux normes en vigueur et un terrain de football sont en cours d'aménagement pour soutenir les enfants, ainsi que leurs mamans qui bénéficient de formations au sein du centre pour créer des micros projets, notamment d'artisanat et de confection, dont les revenus profitent aux familles.

Le Marathon des sables est également une vitrine pour mettre en avant les actions menées par les participants à la faveur des causes qu'ils défendent, a-t-il souligné, ajoutant que ces associations bénéficient des supports de diffusion du MDS pour faire passer leurs messages, une diffusion qui a touché, chiffres à l'appui, 350 millions de personnes dans 50 pays lors de la 34ème édition.

La cérémonie de remise des prix aux gagnants de cette 35ème édition du Marathon des sables s'est déroulée, vendredi soir, au bivouac des concurrents.

Les Marocains Rachid El Morabity et Aziza Raji ont remporté cette édition du Marathon des sables. C'est la première fois depuis 2009, date à laquelle l'athlète marocaine Touda Didi et L'ahcen Ahansal ont gravi la première marche du podium, que les Marocains s'imposent à la fois dans la compétition messieurs et celles-dames.

La Transdnestrie et ses poissons aux œufs d'or

Des esturgeons bélugas albinos nagent dans les bassins d'une ferme piscicole. Dans cette exploitation de Transdnestrie, région séparatiste de Moldavie, tous attendent que ces esturgeons soient prêts à donner leur caviar doré, un mets extrêmement rare.

L'entreprise Aquatir de Tiraspol, capitale de ce territoire russe ayant fait sécession après une guerre au début des années 1990, a tout prévu pour l'heureux événement qui doit intervenir l'année prochaine.

Le luxueux caviar sera emballé dans des écrins en or massif et vendu aux enchères afin de satisfaire les papilles des riches de ce monde. Le prix devrait tourner autour de 17.000 euros le kilo.

"Nous avons eu beaucoup de chance", se réjouit Viorica Grimakovskaïa, une responsable commerciale de l'exploitation.

Aquatir, explique-t-elle, est tombée par hasard sur 20 bébés bélugas albinos, l'esturgeon le plus rare au monde, alors que l'entreprise achetait son premier cheptel lors de sa

fondation en 2006.

"Si nous avions attendu un tout petit peu, nous n'aurions pas pu les acheter", indique Mme Grimakovskaïa à l'AFP lors d'une visite du site. "Ils venaient de naître et on les a amenés ici tout de suite."

Après quoi, il a fallu les élever, car il faut attendre une quinzaine d'années pour que ces poissons atteignent leur maturité et donnent du caviar. La première récolte est attendue pour 2022.

La société Aquatir produit déjà une multitude de caviars noirs portés par ses 450 tonnes d'esturgeons russes, Sterlets et autres sibériens. Elle écoule sept tonnes par an de ces œufs de poissons, qui se vendent, selon la sorte, entre 20 et 80 euros les 50 grammes. Et bien plus ensuite au détail.

Le béluga, qu'il ne faut pas confondre avec son homonyme cétacé, peut atteindre six mètres de long et peser une tonne, ce qui en fait l'espèce d'esturgeons la plus grosse et la plus prisée. Et seul le très rare albinos la supplante.

Les poissons ne sont pas tués

pour la récolte. Des employés en tabliers montrent la manipulation sur une femelle pleine : on compresse le ventre de la bête, puis on introduit un ustensile dans l'orifice de ponte et les œufs jaillissent par milliers.

Et on peut recommencer à la saison de reproduction suivante.

Disposant d'un bureau en Allemagne, Aquatir exporte aux quatre coins du monde, de l'Espagne à l'Indonésie, d'Israël aux États-Unis, en passant par la Suisse et le Japon.

Un beau succès pour la Transdnestrie, trou noir juridique au milieu de l'Europe, longtemps un carrefour de nombreux trafics et qui, depuis près de 30 ans, est de facto sous contrôle d'un obscur conglomérat, baptisé Sheriff.

Aquatir est d'ailleurs l'une de ses propriétés.

Egalement propriétaire de l'équipe de foot de Tiraspol, qui vient de vaincre le Real Madrid en Ligue des champions - un exploit -, Sheriff contrôle aussi bien la fabrication d'acier que le parti au pouvoir. Et, donc, la production de caviar d'esturgeon.



La ferme piscicole de 12 hectares est d'ailleurs située à quelques centaines de mètres seulement du stade du FC Sheriff.

Elle surfe sur la popularité croissante des caviars d'élevage qui a gagné en vigueur en raison d'un moratoire, décidé au début des années 2000, sur la pêche du béluga dans la région de la mer Caspienne, l'espèce étant menacée après des décennies de surpêche.

Dans la république séparatiste de Transdnestrie, où le salaire

moyen tourne autour de 250 dollars par mois, rares sont ceux à pouvoir se payer la production pourtant locale de ce mets haut de gamme.

"Ce n'est pas facile de vendre du caviar aux habitants de Transdnestrie", euphémise Viorica Grimakovskaïa. Pour ses clients étrangers, le filon ne va pas se tarir et, surtout, le précieux caviar doré des esturgeons albinos devrait s'imposer comme une manne précieuse. L'espérance de vie des esturgeons bélugas peut dépasser les 100 ans.

Recettes

Tranches de gigot aux maïs et champignons



Ingrédients :

- Un gigot (couper en tranche par votre boucher).
- Champignons de paris.
- Maïs en grains.
- Les épices que vous utilisez habituellement.
- Thym.
- Ail et Persil en poudre (c'est fou ce que ça rend service)
- Huile d'olive.
- Un petit verre d'eau.

Préparation

Gigot aux maïs et champignons : Bien mélanger les épices avec l'huile d'olive, faire imprégner le gigot avec. Dans le plat du four, mettez une couche de champignons (éventuellement ajoutez des pommes de terre, moi je le fais à chaque fois). mettez les morceaux du gigot par dessus, ajouter l'eau sur le côté, couvrir et enfournez pour 1 heure sur le 6. 15 minutes avant la fin du cuisson, ajoutez le Maïs couvrir à nouveau et laisser gratiner.

Troquer la cacophonie de klaxons contre des airs de musique

Le ministre indien des Transports réfléchit à une loi visant à faire taire la cacophonie perpétuelle de klaxons sur les routes chaotiques du pays en les remplaçant par le son d'instruments de musique indiens, a rapporté la presse locale mardi. "J'étudie la question et j'envisage bientôt d'élaborer une loi pour que les klaxons de tous les véhicules prennent le son d'instruments de musique indiens afin que ce soit plus agréable à entendre", a déclaré le ministre Nitin Gadkari, cité par la presse locale.

M.Gadkari a ajouté qu'il songeait également à la possibilité de remplacer les sirènes "irritantes" des ambulances et des véhicules de police par des airs apaisants pareils à ceux que diffuse la radio All India le matin.

Il pourrait s'agir d'airs de flûte, de tabla (percussions), de violon, d'harmonica ou d'harmonium, a-t-il avancé.

L'Inde abrite certaines des villes les plus bruyantes du monde, où bus, camions, taxis, motos, voitures, tuk-tuks et autres rickshaws, à la conduite anarchique se disputent l'espace des routes encombrées.

Aussi important que la pédale d'accélérateur et plus encore que les rétroviseurs extérieurs, les conducteurs font usage du klaxon pour circuler, priant ainsi les autres usagers de la route de leur libérer le passage.

La plupart des camions de l'Inde affichent à l'arrière des messages "Horn OK Please" ou "Blow Horn", peints de multiples couleurs, invitant les véhicules à klaxonner pour signaler leur présence ou leur intention de doubler.

Selon l'Organisation mondiale de la santé, la pollution sonore peut entraîner une perte auditive, des problèmes cardiovasculaires, des troubles cognitifs, du stress et de la dépression.

